

LES FÉDÉRAUX DE LA COMPUTER CRIME UNIT MÈNENT L'ENQUÊTE

**Le Maroc épinglé pour un logiciel espion
visant magistrats et policiers belges**

P.3



ENTRETIEN AVEC AHCÈNE MARICHE, POÈTE ET ANIMATEUR DE TÉLÉVISION :

**« Deux grands sentiments me guident et me tiennent la
main dans tout ce que j'entreprends : l'amour et le devoir »**

P.12

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION DIMANCHE 18 JUIN 2023 // N°581 // PRIX 20 DA// Directeur de la publication : ZAHIR MEHDAOUI

DEPUIS SAINT-PETERSBOURG, ABDELMADJID TEBBOUNE AUX INVESTISSEURS ÉTRANGERS :

**«LE CHAMP EST OUVERT ET VOUS POUVEZ COMPTER
SUR LE SOUTIEN DU GOUVERNEMENT»**

- Le président de la République achève sa visite d'Etat en Russie
- Des accords et mémorandums d'entente signés

Lire en page 3



MALI

**Bamako demande le « retrait sans délai »
de la Minusma**

P.16

CHANEGRIHA EN VISITE DE TRAVAIL ET D'INSPECTION EN 1^{RE} RÉGION MILITAIRE

**« Le processus de construction de l'Etat national
a atteint aujourd'hui des phases avancées »**

P.16

ENERGIE

Sonatrach rejoint le Global Gas Center

P.6

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

**Hausse de 45% sur les cinq premiers mois
de 2023**

P.4

EN VUE DE DÉVELOPPER LE PÉRIMÈTRE
DE MENZEL LEJMAT (BLOC 405A)

**Sonatrach signe un
contrat de 800 millions
de dollars ave Pertamina
et Repsol**

P.6



LE PRÉSIDENT TEBBOUNE AU KREMLIN, 7 CHEFS D'ETAT
AFRICAINS EN RÉUNION À KIEV ET MOSCOU

**L'Afrique en mission de
médiation pour décrire
un conflit planétaire**

P.3





FORUM ÉCONOMIQUE DE SAINT-PÉTERSBOURG

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE Y PREND PART EN TANT QU'INVITÉ D'HONNEUR

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, est arrivé vendredi matin à Saint-Petersbourg, en provenance de Moscou, et a participé en tant qu'invité d'honneur aux travaux du Forum économique interna-

tional de Saint-Petersbourg (SPIEF). Le président Tebboune avait entamé mardi dernier une visite d'Etat de trois jours en Fédération de Russie, à l'invitation de son homologue russe, Vladimir Poutine



CRASH D'UN HÉLICOPTÈRE DE LA MINUSMA À L'AÉROPORT DE GAO

La presse malienne a rapporté vendredi, le crash d'un hélicoptère de la Mission des Nations Unies au Mali, MINUSMA, à l'aéroport de Gao. Les médias locaux avaient précisé que cet hélicoptère était en provenance de Kidal. 10 passagers et 4 personnels de l'hélicoptère étaient à bord. Bilan : 3 blessés. Les passagers ont été évacués à l'hôpital de la Minusma de Gao.



MOSCOU RÉAGIT À LA DEMANDE DE MACRON DE SE RENDRE AU SOMMET DES BRICS EN AFRIQUE DU SUD

La France doit expliquer pour quelles raisons Emmanuel Macron voudrait se rendre au prochain sommet des BRICS en Afrique du Sud, a fait savoir la porte-parole de la diplomatie russe auprès de Sputnik. Surtout que Paris ne fait pas partie du club des émergents et n'a «jamais éprouvé la moindre politesse» à son égard. «Ce serait bien qu'ils disent pourquoi ils veulent [se rendre à cette réunion]. Soit ils veulent à nouveau établir une sorte de contact pour

montrer l'activité de Paris, soit il s'agit d'une sorte de cheval de Troie, qu'ils le disent eux-mêmes», a déclaré sur la radio Sputnik Maria Zakharova, porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères. C'est l'Élysée qui doit se prononcer sur la situation, considère-t-elle. La diplomate a souligné qu'il s'agit d'une organisation dont la France ne fait pas partie et «vis-à-vis de laquelle ils n'ont même jamais éprouvé la moindre politesse, sans parler de bonnes intentions et de sentiments». Le 12 juin, le magazine français L'Opinion a écrit qu'Emmanuel Macron aurait demandé à Cyril Ramaphosa de pouvoir venir au sommet des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), qui se tiendra cette année en Afrique du Sud.

LE NOMBRE DE MIGRANTS TRAVERSANT LA MÉDITERRANÉE CENTRALE VERS L'UE A «PLUS QUE DOUBLÉ» EN 2023

Les pays de l'UE ont recensé plus de 50.300 entrées irrégulières via le centre de la Méditerranée au cours des cinq premiers mois de 2023, a indiqué l'agence Frontex. Le nombre de migrants traversant le centre de la Méditerranée vers l'Union européenne a «plus que doublé» en 2023 par rapport à l'an dernier pour la même période, a indiqué vendredi l'agence européenne Frontex. Au cours des cinq premiers mois de 2023, les pays de l'UE ont recensé plus de 50.300 entrées irrégulières par cette voie, «le nombre le plus élevé enregistré depuis 2017», a indiqué l'agence dans un communiqué. «La Méditerranée centrale reste la principale route migratoire vers l'Union européenne», et cette route, avec plus de 50.300 entrées, «a compté pour près de la moitié des arrivées clandestines en 2023», a ajouté Frontex. En tout, le nombre d'arrivées signalées à Frontex entre janvier et fin mai a été de 102.000, soit 12% de plus que pour la même période de l'année dernière.

LA CNEP BANQUE LANCE DE NOUVELLES FORMULES DE FINANCEMENT ET UNE PLATEFORME DE VENTE DE LOGEMENTS PAR INTERNET

La Caisse nationale d'épargne et de prévoyance CNEP-Banque a lancé jeudi de nouvelles formules pour le financement des entreprises, ainsi qu'une plateforme permettant la vente directe de logements par internet.

Ces deux nouveaux produits ont été lancés, lors des travaux de la journée d'information organisée au Centre international de conférences Abdelatif-Rahal (CIC, Alger), en présence du ministre des Finances, Laaziz Faïd, du président du Conseil d'administration de la Cnep-Banque, Mustapha Chaabane, du directeur général, Samir Tamrabet, du délégué général de l'Association professionnelle des banques et des établissements financiers (ABEF), Rachid Belaid, d'un représentant de la Coordination nationale



du patronat et d'hommes d'affaires. Destiné aux entreprises, "ce crédit d'exploitation offert par la CNEP-Banque est caractérisé par sa flexibilité. Il est adapté aux besoins de chaque entreprise de manière à garantir la pérennité de ses projets", d'après les explications des cadres de la

Cnep. Les crédits d'exploitation offrent une solution de financement à court terme qui permettra aux entreprises de couvrir leurs coûts opérationnels, l'objectif étant de "suivre l'évolution du marché et rester compétitif, d'où la nécessité d'assurer des flux financiers constants", a affirmé la banque.

CE QUI ATTEND LE DOLLAR SI LES BRICS CRÉENT LEUR PROPRE MONNAIE, SELON UN EX-CONSEILLER DE LA CIA

En tant que monnaie de réserve, le dollar devrait s'effondrer si les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) créent leur propre monnaie, a estimé l'ancien conseiller de la CIA, James Rickards. Cette annonce pourrait avoir lieu d'ici deux mois et demi, notamment le 22 août, lors du sommet des BRICS. D'ampleur inédite, elle serait la plus significative de la finance internationale depuis 1971, a-t-il écrit dans un article publié sur le portail Daily Reckoning. Pour cause : les BRICS représentent une alternative considérable à l'hégémonie occidentale sur tous les plans, a indiqué Rickards qui est aussi expert en finance. Le groupe pèse déjà beaucoup sur la scène internationale. Il compte quatre des sept plus grands pays du monde en

masse continentale, possédant 30% de la surface sèche de la Terre et des ressources naturelles associées, rappelle l'ex-officier américain. Près de 50% de la production mondiale de blé et de riz ainsi que 15% des réserves mondiales d'or se trouvent dans les BRICS. Enfin, la Chine, l'Inde, le Brésil et la Russie sont quatre des neuf pays les plus peuplés de la planète avec une population combinée de 3,2 milliards de personnes ou 40% de la population de la Terre. De plus, des dizaines de pays s'intéressent aux BRICS, et huit ont officiellement demandé à y adhérer. « Les craintes des pays émergents ont considérablement accéléré la pression pour se retirer complètement du système du dollar », a-t-il estimé.

LE MANDAT DE LA MINUSMA ARRIVE À TERME LE 30 JUIN 2023
LE MINISTRE DIOP AU CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU À NEW YORK

Le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Abdoulaye Diop a pris part à l'examen du rapport trimestriel du secré-

taire général des Nations unies sur la situation au Mali, lors du débat public du Conseil de sécurité, le vendredi 16 juin 2023, à New York. Selon la cellule de communication du département, cet examen périodique s'inscrit dans le cadre d'un exercice classique du Conseil de sécurité, conformément aux dispositions de la résolution 2640 (2022). Le rapport du secrétaire général est essentiellement consacré aux évolutions majeures dans notre pays tant en matière poli-

tique, sécuritaire, humanitaire et des droits de l'Homme, que des défis opérationnels de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (Minusma). Au cours de cette séance, le ministre Diop a délivré des messages politiques retentissants relatifs au rapport, dont l'examen intervient moins de deux semaines avant la décision du Conseil de sécurité sur l'avenir de la Minusma dont le mandat arrive à terme le 30 juin 2023.

L'EXPRESS

Quotidien national d'information
édité par la
SARL ADRA COM

Adresse : Maison de la presse Abdelkader safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger
Tel/FAX Admnistration
et publicité: 023.70.99.92



DIRECTEUR
DE LA PUBLICATION:

ZAHIR MEHDAOUI

zahir.mehdaoui1969@gmail.com

Email:

redaction@express-dz.com

Site Web:

www.lexpressquotidien.dz

/ TEL/FAX: 023.70.99.92

Directeur
de l'administration
et des finances
NOURDINE BRAHMI

Service-pub@lexpressquotidien.dz

Impression SIA
Alger Bab Ezzouar

PUBLICITÉ :
S'ADRESSER À L'AGENCE
NATIONALE DE
COMMUNICATION D'ÉDITION
ET DE LA PUBLICITÉ ANEP

Alger : 1, avenue Pasteur

Tel : (021) 71.16.64 -

(021)73.71.28

Fax : (021) 73.95.59 -

(021)73.99.19

Mail :

agence.regie@anep.com.dz

programmation.regie@anep.com.dz

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE AU KREMLIN, 7 CHEFS D'ÉTAT AFRICAINS
EN RÉUNION À KIEV ET MOSCOU

L'Afrique en mission de médiation pour décriper un conflit planétaire

La guerre en Ukraine s'éternise, et il serait dangereux de continuer à observer un conflit dont la particularité est de s'inscrire dans la durée, avec des conséquences insoupçonnées sur toute la planète. La guerre Russie-Ukraine n'est que la face visible d'une guerre insidieuse, qui, en réalité, implique déjà tout le monde et scinde dangereusement le monde en blocs, avec un retour brutal et périlleux aux fragmentations nées de la guerre froide.

Si l'Europe a été largement fragilisée par cette guerre, l'Afrique également l'a été, d'autant qu'un certain nombre de pays du continent dépendent économiquement de leurs échanges avec la Russie et des exportations de céréales, mais aussi de maïs ou d'huile d'Ukraine. En première ligne donc face à la hausse des prix de l'alimentaire et de l'énergie, l'Afrique entend bien avoir son mot à dire dans cette guerre. « Face à un tel drame, l'Afrique ne peut pas rester silencieuse ou indifférente ». Partant de ce constat résumé par le président congolais Denis Sassou Nguesso, sept pays africains ont décidé de prendre le problème à bras-le-corps en se rendant eux-mêmes à Kiev et Moscou pour y mener leur propre «mission de paix ». Une délégation constituée de plusieurs chefs d'État africains est donc arrivée, vendredi 16 juin, dans la capitale de Volodymyr Zelensky. La délégation constituée du président sud-africain Cyril Ramaphosa, des présidents sénégalais Macky Sall et zambien Hakainde Hichilema, du président comorien Azali Assoumani et des représentants congolais, ougandais et égyptien s'est rendue le lende-



main à Saint-Petersbourg pour y rencontrer Vladimir Poutine. Avant que les chefs d'État africains n'arrivent à Kiev, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, était au Kremlin, avec son homologue russe Vladimir Poutine. Dans le volumineux menu du président algérien, il y avait aussi la mission de médiation, laquelle a été vite avalisée par Moscou. Tebboune, qui a affirmé que l'Algérie "sera à la hauteur de cette confiance", a exprimé ses

remerciements au président Poutine "pour son accueil et pour avoir accepté la médiation de l'Algérie dans le conflit opposant actuellement la Russie, pays ami, à l'Ukraine", rappelant que l'Algérie est membre du groupe de contact de la Ligue arabe sur l'Ukraine. Le Président Poutine a indiqué avoir expliqué au Président Tebboune "la vision russe, les origines de ce conflit, et les circonstances qui l'entourent". Pour les observateurs avertis,

il s'agit d'un changement de paradigme dans le rapport de l'Afrique à la scène internationale, après avoir longtemps été écartée des débats ; les pays africains pourront eux aussi s'exprimer sur la façon dont ils perçoivent « l'incidence de cette guerre au sujet des prix alimentaires, des prix des céréales et du carburant, ainsi que sur l'Europe et le reste du monde car c'est devenu un type de conflit plutôt mondialisé. **I.M.Amine**

**DEPUIS SAINT-PÉTERSBOURG, ABDELMADJID TEBBOUNE AUX INVESTISSEURS ÉTRANGERS :
«Le champ est ouvert et vous pouvez compter
sur le soutien du gouvernement»**

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a quitté, hier, Moscou à destination d'Alger, au terme d'une visite d'État en Fédération de Russie, à l'invitation de son homologue russe, Vladimir Poutine. Abdelmadjid Tebboune, invité d'honneur du Forum économique international de Saint-Petersbourg (SPIEF), a appelé les investisseurs russes et de tous les pays du monde à saisir les opportunités et les avantages offerts par l'Algérie en matière d'investissement. «Je tiens à assurer aux opérateurs économiques que le champ est ouvert et qu'ils peuvent compter sur le soutien du gouvernement algérien aux investisseurs», a affirmé le président Tebboune dans son allocution lors de cette séance qu'il a coprésidé avec son homologue russe, Vladimir Poutine, devant une assistance de haut niveau. Le président de la République a invité, dans ce cadre, «les entreprises publiques et privées de Russie et du monde entier à explorer le climat des affaires en Algérie et à profiter des mesures incitatives qui leur permettent de réaliser des projets d'investissement rentables dans divers secteurs, dans le cadre de l'approche gagnant-

gagnant». Le chef de l'État a rappelé que le nouveau cadre régissant l'investissement en Algérie accorde tous les privilèges et une protection particulière aux investisseurs. Dans ce sillage, il a invité les entreprises publiques et privées de Russie et du monde entier à profiter des mesures incitatives qui leur permettent de réaliser des projets rentables. Cette visite historique et importante, qui témoigne de la solidité des relations unissant les deux pays, a été marquée par une intense activité du Président Tebboune, consacrée par un accueil solennel au Palais du Kremlin. Il y a, d'abord et principalement, la mission dont a été investie l'Algérie, une médiation entre la Fédération de Russie et l'Ukraine. Il y a, surtout, la signature de la Déclaration de partenariat stratégique approfondi entre l'Algérie et la Fédération de Russie, ainsi que les accords, mémorandums d'entente et programmes d'action signés entre les Gouvernements algérien et russe. La présence de Tebboune, en tant qu'invité d'honneur du Forum de Saint-Petersbourg, le pendant est de Davos, a été très distinguée, de même le président de la Répu-

blique, présidant les travaux du Forum économique algéro-russe, auquel ont pris part 70 opérateurs économiques algériens et 200 hommes d'affaires russes. Dans tout ce qui a été dit, il faut garder en ligne de compte que la Russie est, aujourd'hui, une des économies les plus importantes au niveau international (11^e cette année, selon le classement de la Banque mondiale et 8^e, selon celui du FMI), avec des ressources naturelles inégalées, une population de plus de 140 millions d'habitants, des compétences scientifiques et techniques parmi les plus avancées au monde. La Russie fait donc partie des grandes économies du monde et se situe largement dans le Top 8 mondial. Toute cette puissance s'adosse sur une croissance économique forte depuis l'année 1999 et a été peu affectée par les sanctions occidentales imposées suite à la guerre en Ukraine. Avec plus de 200 millions d'hectares de terres cultivables, la Russie est un des principaux producteurs mondiaux de céréales et de pomme de terre. La Russie reste toujours la Russie, un partenaire stratégique et historique sur lequel l'Algérie peut toujours compter.

I.M.A.

LES FÉDÉRAUX
DE LA COMPUTER CRIME UNIT
MÈNENT L'ENQUÊTE

LE MAROC ÉPINGLÉ POUR UN LOGICIEL ESPION VISANT MAGISTRATS ET POLICIERS BELGES

Pour Rabat, les scandales se suivent et se ressemblent. Après Pegasus et les pots-de-vin au Parlement européen, après le soudoiment de journalistes français et d'eurodéputés, des téléphones de plusieurs policiers et magistrats belges présentaient des traces d'un logiciel espion techniquement avancé, a rapporté, jeudi, la Radio-télévision de la communauté française (RTBF), soulignant que la piste menant vers le Maroc, qui a déjà largement utilisé le logiciel espion Pegasus, est évoquée.

Selon le média bruxellois, qui précise avoir recoupé cette information auprès de plusieurs sources au cours de ces derniers mois, "plusieurs téléphones de procureurs, de juges d'instruction, de policiers ou encore de membres du personnel de justice ont été confiés aux policiers fédéraux de la Computer Crime Unit (FCCU), spécialisés dans les formes complexes de cybercriminalité, pour les soumettre à des analyses poussées et répétées".

La même source a indiqué que selon les premiers éléments transmis aux personnes concernées, toutes les analyses laissent supposer l'infection des téléphones par un logiciel espion.

"En effet, l'appareil du juge d'instruction Michel Claise qui fait partie des téléphones testés +positifs+ et ceux d'autres magistrat(s) et policier(s) ont été avisés du même résultat", a noté la RTBF, précisant qu'elle ne connaît pas pour l'heure "le nombre exact des terminaux téléphoniques touchés".

S'appuyant toujours sur des sources bien au fait de l'enquête, le média belge a précisé que ce qui hante à présent le plus les enquêteurs "est le nom exact du modèle du logiciel espion employé et l'identification de la partie qui en serait derrière". D'après les informations qu'elle a pu recueillir auprès de plusieurs sources sur le logiciel, la RTBF a indiqué qu'"il s'agit d'un logiciel espion techniquement avancé qui permet de prendre le contrôle du téléphone ciblé, de récupérer les messages (y compris chiffrés), les photos, les contacts et de déclencher des enregistrements (audio et vidéo) des conversations".

Bien qu'il soit difficile de déterminer avec exactitude pour l'instant le nom exact du logiciel employé et la partie qui serait derrière, le média belge a fait savoir que plusieurs de ses interlocuteurs lui ont affirmé que cet espionnage aurait un rapport avec le scandale Maroc-Gate de corruption au Parlement européen dans lequel le Maroc est embourbé. Deux raisons nourrissent l'hypothèse. D'abord, il y a le fait que parmi les personnes espionnées, beaucoup gravitent dans le cadre de l'enquête ouverte par la justice belge sur le scandale du "Marocgate", dont le juge d'instruction Michel Claise, chargé de cette affaire.

En outre, il y a le fait que Rabat est un client assidu du marché des logiciels d'espionnage, a indiqué en substance le média belge, rappelant la dernière annonce du laboratoire de recherche canadien Citizen Lab qui avait indiqué que le Maroc est l'un des premiers pays pour qui a été exposé le tout dernier logiciel d'espionnage créé par l'entreprise Quardream Ltd.

I.Med

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION : HAUSSE DE 45% SUR LES CINQ PREMIERS MOIS DE 2023

Le chef du bureau de communication au Centre d'information et de coordination routière de la Gendarmerie nationale (GN), le Commandant Samir Bouchehit, a fait état, mercredi à Alger, d'une hausse de 45% des accidents de la circulation lors des cinq (5) premiers mois de 2023 par rapport à la même période de l'année écoulée. S'exprimant lors d'une conférence abritée par le Forum du journal "Echaab" sur les "accidents de la circulation, la sécurité routière, et les auto-écoles", le commandant Bouchehit a précisé que le nombre des accidents de la route a grimpé de 45%, les services et unités de la GN ayant enregistré "3 591 accidents ayant fait 1 116 morts et 5 326 blessés" à travers le territoire de compétence. Le facteur humain est à l'origine de 93 % de ces accidents, en sus d'autres facteurs liés à "l'état des routes et des véhicules", a-t-il ajouté.

Détaillant les propositions du Commandement de la GN pour réduire l'ampleur de ce phénomène, le même responsable a cité l'activation du permis à points, l'aménagement d'espaces de détente au profit des conducteurs, tout particulièrement dans les régions sud du pays, ainsi que la multiplication de campagnes de sensibilisation avec la participation des secteurs concernés.

En prévision de la saison estivale, période marquée par une forte hausse des accidents, les services de la Gendarmerie nationale ont mis en place un dispositif spécial prévoyant le déploiement d'unités (terrestres et aériennes) pour couvrir le réseau routier et les plages, et assurer la sécurité des estivants. Pour sa part, la présidente de l'Association des moniteurs professionnels d'auto-écoles, Nabila Ferhat, a présenté un exposé sur les missions des moniteurs, les modalités d'exercice de ce métier, et les conditions à remplir pour obtenir le permis de conduire.

R.N.

TEXTES DE LOI RELATIFS À LA PROFESSION D'HUISSIER DE JUSTICE
ET À LA PRÉSERVATION DES TERRES DE L'ÉTAT

L'APN planche sur une série d'amendements

L'APN reprendra ses travaux les 25 et 26 juin à travers deux séances qui seront consacrées à la présentation et au débat du projet de loi relatif au Code des procédures pénales et du projet de loi modifiant et complétant la loi 66-156 portant Code pénal...



Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali, a présidé jeudi dernier une réunion du Bureau de l'APN pour examiner les amendements proposés aux deux textes relatifs à la profession d'huissier de justice et à la préservation des terres de l'Etat, outre l'élaboration de l'agenda des séances plénières pour la prochaine période, a indiqué un communiqué de la chambre basse. Le bureau a entamé sa réunion par « l'examen des amendements proposés à la loi modifiant et complétant la loi 06-03 portant organisation de la profession d'huissier de justice et au projet de loi relatif à la préservation des terres de l'Etat. Les amendements répondant

aux conditions juridiques ont été soumis par la suite à la commission des Affaires juridiques et administratives et des libertés pour examen avec les délégués de leurs auteurs ». Le Bureau a également examiné deux propositions de loi, la première modifiant et complétant la loi 22-02 du 25 avril 2022 et fixant l'organisation, la composition, le fonctionnement et les missions de l'Académie algérienne des sciences et des technologies, tandis que la deuxième concerne une loi organique modifiant et complétant la loi organique 18-15 du 2 septembre 2018 relative aux lois de finances, précise le communiqué. Le Bureau a également examiné les questions orales et écrites déposées à son

niveau, pour soumettre celles répondant aux conditions juridiques au Gouvernement. A la fin de la réunion, le bureau a arrêté l'agenda des travaux pour la prochaine période. Il a décidé de tenir deux plénières, les 18 et 19 juin 2023, pour la présentation et l'examen du projet de loi relatif aux forêts et aux ressources forestières qui sera soumis au vote lors d'une séance plénière, prévue samedi 24 juin 2023, précise la même source. L'APN reprendra ses travaux les 25 et 26 juin à travers deux séances qui seront consacrées à la présentation et au débat du projet de loi relatif au Code des procédures pénales et du projet de loi modifiant et complétant la loi 66-156

portant Code pénal. Les deux textes seront soumis au vote samedi 8 juillet 2023. D'après le même agenda, l'APN tiendra les 2 et 3 juillet 2023 deux plénières. La première concernera la présentation et le débat d'un projet de loi définissant les conditions et les modalités d'attribution du foncier économique relevant des domaines privés de l'Etat, destiné à la réalisation des projets d'investissement, tandis que la deuxième sera consacrée à la présentation et au débat d'un projet de loi fixant les règles générales relatives aux marchés publics. Le vote sur ces deux textes aura lieu le lundi 10 juillet 2023, lors d'une séance plénière.

Y.B.

L'ambassadeur de Chine à Alger chez le ministre de la Santé

Le ministre de la Santé, M. Abdelhak Saihi, a reçu l'ambassadeur de la République populaire de Chine en Algérie, M. Li Jian, avec lequel il a évoqué les relations entre les deux pays, le renforcement de la coopération bilatérale et le partenariat stratégique global. La rencontre tenue jeudi, s'est axée sur les relations algéro-chinoises et la volonté ancrée des deux pays de « renforcer la coopération bilatérale et le partenariat stratégique global », a précisé un communiqué du ministère, ajoutant que le ministre de la Santé a salué, à cette occasion, la coopération « fructueuse et privilégiée » ainsi que « la profondeur des relations entre l'Algérie et la Chine, peuples et gouvernements, émaillées dans leur dimension historique par de nombreuses stations reflétant les liens d'amitié à travers notamment l'échange de missions scientifiques et médicales entre les deux pays ». L'ambas-

sadeur de la République populaire de Chine a salué, pour sa part, le niveau de coopération atteint par les deux pays, mettant en avant « la volonté de la Chine de la renforcer davantage pour atteindre des niveaux plus hauts », ajoute la même source. La rencontre était l'occasion

d'évaluer la coopération entre les deux pays dans les différents domaines, et de discuter des moyens de renforcer le partenariat bilatéral, notamment en matière de formation et d'échange d'expériences. Pour célébrer la coopération étroite entre les deux pays, « une céré-

monie sera organisée en l'honneur des membres de la 27^e Mission médicale chinoise, qui quittera prochainement l'Algérie, avant d'accueillir la 28^e Mission, dans le cadre du protocole de coopération dans le domaine de la santé, qui sera signé entre les deux parties », indique le

communiqué, ajoutant que « cette cérémonie est un signe de reconnaissance et de considération pour les médecins chinois eu égard à leur apport aux côtés de leurs collègues algériens dans la prise en charge du citoyen algérien ».

R.N.

Boumerdès : coup d'envoi de la campagne nationale de nettoyage des plages

La ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Fazia Dahleb, a donné, depuis Boumerdès, le coup d'envoi de la campagne nationale de nettoyage des plages et des espaces forestiers situés le long du littoral algérien. En marge de sa visite de travail et d'inspection à Boumerdès, la ministre a donné le coup d'envoi de la campagne nationale de nettoyage des plages et des espaces forestiers situés le long du littoral algérien, en vue de contribuer à la réussite de la saison estivale. Dans une déclaration à la presse en marge de cette visite, Mme Dahleb a souligné l'engagement de son département ministériel à accompagner les différents participants pour la réussite de cette campagne

nationale pour ne citer que les associations écologiques, la société civile et les Scouts musulmans algériens ainsi que l'ensemble des citoyens. L'Algérie "fait partie des rares pays à avoir constitutionnalisé le droit du citoyen à vivre dans un environnement propre et sain", a-t-elle dit. La ministre a indiqué avoir chargé l'Observatoire national de l'environnement et du développement durable (ONEDD) de procéder au contrôle de la qualité d'eau des plages à travers 14 wilayas côtières. Les plages dont les analyses des eaux confirment la non-conformité aux normes environnementales seront "fermées immédiatement" aux estivants afin de préserver la santé publique, a fait savoir la ministre qui a annoncé l'affecta-

tion d'une enveloppe financière pour la réalisation et l'étude du plan d'aménagement du littoral dans la wilaya de Boumerdès. Par ailleurs, la ministre a souligné les efforts consentis par le ministère de tutelle en matière de généralisation de l'utilisation des énergies renouvelables, à travers 82 infrastructures relevant de son secteur, ajoutant que l'opération a été finalisée, jusqu'à ce jour, dans les wilayas de l'intérieur. Lors de sa visite, Mme Dahleb a présidé l'approvisionnement de la Maison de l'environnement de wilaya en cette énergie propre, relevant à ce propos l'importance de recourir à ces énergies afin de préserver les ressources naturelles pour les générations futures.

Y.B.

Ligne ferroviaire Béchar-Oran : reprise de l'exploitation mi-septembre prochain

Pour ce qui est de la reprise de l'exploitation du train « Coradia » sur la ligne reliant Béchar à Oran, M. Cherfa a fait observer que les vents de sable ont causé des pannes au niveau des trains, contraignant la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) à arrêter sa circulation...

Lors d'une plénière consacrée aux questions orales au Conseil de la nation, présidée par son vice-président, Hamoud Abdennacer, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar, et des membres du Gouvernement, le ministre a indiqué que cette ligne, exploitée auparavant à raison de deux voyages par jour, a été suspendue en raison des vents de sable, un phénomène météorologique qui survient fréquemment dans la région sud-ouest du pays. Répondant à la question du sénateur Ghazi Djabri (tiers présidentiel) concernant la reprise de l'exploitation du train « Coradia » sur la ligne reliant Béchar à Oran, M. Cherfa a fait observer que les vents de sable ont causé des pannes au niveau des trains, contraignant la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) d'arrêter sa circulation. En revanche, rassure le ministre, au vu du nombre considérable des wagons « Coradia » en maintenance, l'exploitation de cette ligne reprendra mi-septembre prochain dès l'achèvement de l'entretien et de la maintenance des wagons. des investisseurs algériens et étrangers prêts à se lancer dans la fabrication des bus. A la question du sénateur Fouad Sebouta du Front de libération nationale (FLN) relative aux mesures prises en vue d'améliorer le transport en commun et la situa-



tion des bus en exploitation, M. Chorfa a estimé que « la nouvelle loi sur l'investissement permettra de mettre en place une industrie mécanique pour fabriquer localement les bus, ce qui contribuera au renouvellement du parc ». Dans ce contexte, il a fait état d'un nombre important d'investisseurs algériens et étrangers, prêts à se lancer dans la fabrication des bus, en plus des bus commercialisés par la Société algérienne pour la production de poids lourds qui a un contrat avec

l'ETUSA. Quant à l'actualisation du plan de circulation et l'élargissement du réseau routier, le ministre a annoncé la révision de trois plans dont celui d'Alger. D'autres wilayas seront concernées en 2024 dans le cadre du plan national d'aménagement du territoire. En réponse à la question du sénateur Mohamed Larbi Slimani (Front El Moustakbal), sur la possibilité d'ouvrir des lignes supplémentaires au niveau de l'aéroport de la wilaya de Menia et d'affecter un grand avion « Boeing », M.

Chorfa a souligné que son département ministériel œuvre avec la compagnie aérienne nationale « Air Algérie » au renforcement des vols domestiques et au développement du transport aérien à travers les différents aéroports du pays. Le ministre a rappelé que les services d'Air Algérie sont sur le point d'acquérir 25 avions pour renforcer le pavillon national, ce qui contribuera, a-t-il dit, à l'augmentation des vols vers les régions sud du pays.

Y.B.

ABDELHAKIM BELAABED, MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE : «Les épreuves du BAC se sont déroulées dans de bonnes conditions»

Le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belaabed, a affirmé, jeudi à Alger, que les épreuves du Baccalauréat, session juin 2023, s'étaient déroulées dans de bonnes conditions, grâce à la mobilisation des différents secteurs concernés, assurant que les sujets avaient été minutieusement élaborés. Supervisant la clôture des travaux au Centre national d'impression des sujets du Baccalauréat, session 2023, le ministre a indiqué que l'examen national de fin de cycle secondaire s'était déroulé dans « de bonnes conditions » grâce à la mobilisation des différents départements ministériels ainsi que des autorités sécuritaires et militaires, pour mener à bien ce rendez-vous pédagogique d'envergure. A ce propos, M. Belaabed a précisé qu'« aucune erreur n'a été relevée dans les sujets des épreuves », expliquant que l'examen portait sur « des leçons dispensées en classe dans le cadre du programme scolaire ». Un tel constat, poursuit-il, traduit « la persévérance et l'engagement » dont ont fait montre les équipes d'encadrement, d'élaboration, d'impression et d'acheminement des sujets, les-

quels ont été libérés, ce jeudi, à l'issue d'une mise en quarantaine au siège de l'Office national des examens et concours (ONEC) à Kouba. Par ailleurs, le ministre a fait savoir que les résultats de l'examen du Bac 2023 seraient connus vers le 20 juillet. La correction des copies débutera une fois celles-ci compostées au niveau des centres de compostage.

Dans un autre contexte, il a réaffirmé que « le phénomène de la triche a considérablement reculé car étant réprimé à ses débuts », annonçant « de nouvelles mesures, à l'avenir, concernant l'organisation du baccalauréat, l'amélioration de son déroulement et la réduction de ses coûts pour la société ».

R.N.

SALON INTERNATIONAL DE L'ARTISANAT

LA 24^E ÉDITION S'EST OUVERTE HIER À ALGER

Le ministère du Tourisme et de l'Artisanat organise, du 17 au 24 juin, à l'esplanade Riadh El-Feth (Alger), la 24^e édition du Salon international de l'artisanat, avec la participation de plus de 250 artisans algériens et étrangers. A ce propos, le Directeur général (DG) de l'Artisanat au ministère, Kamel Eddine Bouam, a affirmé, dans une déclaration à l'APS, que cette manifestation internationale « permettra aux artisans algé-

riens de promouvoir leurs produits qui expriment l'authenticité, la profondeur et la diversité du patrimoine algérien ». Ce salon, qui verra la participation de 80 artisans étrangers de 15 pays, se veut un espace d'échange de connaissances et d'expériences entre les différents acteurs de ce domaine d'activité, a-t-il précisé. Le rendez-vous tend également à promouvoir la créativité et l'innovation de manière à rendre les produits artisanaux plus compétitifs et contribuant à la croissance économique. Seront exposés sur les stands de ce salon, plusieurs produits traditionnels, notamment des tapis, des objets en cuivre et en bois, des ornements, des habits traditionnels et

SAISON ESTIVALE 2023 MERAD SOULIGNE LA NÉCESSITÉ DE FOURNIR TOUTES LES FACILITÉS À LA COMMUNAUTÉ ALGÉRIENNE

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, a donné, hier, depuis la wilaya de Skikda le coup d'envoi de la saison estivale 2023. C'est à partir de la plage de Larbi-Ben-M'hidi, dans la commune de Djendel, wilaya de Skikda, que le ministre a donné le coup d'envoi de la saison estivale qui a été lancée sous le slogan « Notre pays nous rassemble » et il a également inspecté les derniers préparatifs pour assurer une saison estivale en toute sécurité. Le ministre de l'Intérieur a affirmé que « les services de la wilaya sont mobilisés pour assurer la sécurité des citoyens et des touristes pendant la saison estivale 2023. » Il a souligné aussi « la nécessité de mettre en place des facilités pour la communauté algérienne dès son arrivée en Algérie. » Le ministre de l'Intérieur a indiqué que « l'Algérie connaîtra cet été des activités culturelles et sportives à travers toutes les wilayas ». Merad a également suivi le plan de sécurité qui a été préparé pour la saison estivale à travers des présentations de la Direction générale de la Protection civile, de la Direction générale de la Sûreté nationale et le Commandement de la Gendarmerie nationale. Soulignant que « le soutien continu de la wilaya aux services de la Protection civile, en particulier avec des capacités matérielles et des moyens technologiques modernes, afin de faire face de manière optimale aux risques. » Merad a appelé à la même occasion à « l'implication de la recherche scientifique et des start-up dans les efforts visant à développer en permanence les capacités de prévention et d'intervention. » Le ministre souligne la nécessité d'intensifier les campagnes de sensibilisation concernant la baignade dans les lieux interdits, notamment avec « l'implication des acteurs de la société civile et des instances nationales telles que l'Observatoire national de la société civile et le Conseil supérieur de la jeunesse. Il convient de noter que les autorités locales de plusieurs wilayas du pays ont déjà commencé à préparer les plages en vue de la saison estivale. Par ailleurs, un programme spécial a été établi qui comprend des campagnes de sensibilisation, des programmes de divertissement, des expositions d'industries traditionnelles et autres.

R.N.

des bibelots. Au programme de cette édition, figurent deux espaces consacrés aux enfants et aux personnes aux besoins spécifiques, en vue de « vulgariser la culture de l'artisanat, protéger le patrimoine national auprès de la catégorie des enfants, et mettre en valeur les savoir-faire des personnes atteintes de handicap ». Pour attirer davantage les visiteurs, cette édition prévoit un programme culturel riche, en collaboration avec l'Office Riadh El Fath (OREF), avec la participation de plusieurs influenceurs et artistes, pour faire de cet événement, un espace culturel, artistique et divertissant.

Y.B.

EN VUE DE DÉVELOPPER LE PÉRIMÈTRE DE MENZEL LEJMAT (BLOC 405A)

Sonatrach signe un contrat de 800 millions de dollars ave Pertamina et Repsol

Dans une allocution prononcée lors de la cérémonie de signature, M. Hakkar, cité dans une dépêche de l'APS, a fait savoir que le montant d'investissement global prévu pour la mise en œuvre de ce plan de développement « est estimé à plus de 800 millions de dollars et permettra une récupération de près de 150 millions de barils équivalent pétrole ».

La société nationale des hydrocarbures Sonatrach et ses partenaires, l'indonésienne Pertamina et l'espagnole Repsol, ont signé, jeudi 15 juin, à Alger, un contrat d'hydrocarbures sur le périmètre contractuel de « Menzel Lejmat » (Bloc 405a), sous l'égide de la loi 19-13 régissant les activités hydrocarbures. Ce nouveau contrat a été signé au siège de Sonatrach par le vice-président chargé de l'activité exploration et production de Sonatrach, Mohamed Sli-

mani, et le président directeur général de Pertamina-Algérie, Tariq Abdat, ainsi que le représentant de Repsol en Algérie, en présence du président-directeur général de Sonatrach Toufik Hakkar et le président directeur général de Pertamina, Mme Nicke Widyawati. Ce contrat, de type partage de production, s'inscrit dans le cadre du protocole d'accord signé entre les trois compagnies le 28 septembre 2022. La compagnie indonésienne Pertamina avec la société espagnole Repsol sont actuellement partenaires de Sonatrach dans le contrat Lejmat et Oulad N'sir (blocs 405 et 215). L'association exploite, dans le cadre du même contrat, les gisements de MLN & Satellites (09 gisements), le gisement d'Ourhoud ainsi que le gisement d'El Merk. Selon une présentation faite à l'occasion, le programme des travaux comprend notamment la construction d'une unité d'extraction des GPL Forage de 12 puits d'huile et un puits d'injection de l'eau, et le Raccordement des nouveaux puits de développement et l'entretien des installations existantes ainsi que l'acquisition sismique 3D. Le programme comprend également un Projet WAG (Water Alternating Gas), un pro-



jet de digitalisation, une étude laboratoire sur l'EOR et un projet de production d'énergie solaire. Le nouveau contrat est conclu pour une durée d'exploitation de 25 ans, à compter de sa date d'entrée en vigueur, selon une présentation faite à l'occasion, relève la même présentation. Dans une allocution prononcée lors de la cérémonie de signature, M. Hakkar, cité dans une dépêche de l'APS, a

fait savoir que le montant d'investissement global prévu pour la mise en œuvre de ce plan de développement « est estimé à plus de 800 millions de dollars US et permettra une récupération de près de 150 millions de barils équivalent pétrole ». Il a souligné que la signature de ce contrat traduisait « la volonté des parties de poursuivre leur partenariat sur le périmètre contractuel de Menzel Lejmat et

de renforcer leur coopération dans le domaine de l'exploration et de la production des hydrocarbures ». Pour sa part, Mme Widyawati a exprimé sa « haute appréciation » des efforts et du soutien menant à concrétiser la signature de ce nouveau contrat, ajoutant que ce dernier représentait « une grande opportunité pour élargir les investisseurs de son entreprise en Algérie. **Y.B.**

Energie : Sonatrach rejoint le Global Gas Center

Le Groupe Sonatrach, leader de l'industrie gazière en Afrique, a annoncé, jeudi 15 juin, dans un communiqué, son adhésion au Global Gas Center (GGC), une organisation à but non lucratif basée à Genève (Suisse) et dédiée aux dirigeants et experts des entreprises de gaz naturel qui souhaitent partager leurs points de vue et leurs expériences via une plateforme neutre, indépendante et inclusive. En tant que « leader dans le domaine de l'industrie du gaz naturel liquéfié », le Groupe Sonatrach a estimé, dans son communiqué, que son adhésion à cette organisation mondiale « renforce ses perspectives de principal fournisseur de l'Europe et du reste du monde ». Cette adhésion au GGC permet également à Sonatrach de « conforter sa position sur le marché international du gaz, lui offrant de précieuses opportunités pour tirer parti de l'échange de vues et d'expériences au sein de cet organe mondial des principaux acteurs et experts de l'industrie gazière », selon la même source. Le Global Gas Center a été créé en 2014, à l'initiative d'un groupe de producteurs de gaz naturel et du Conseil mondial de l'énergie. Il compte actuellement 15 membres, après l'adhésion de Sonatrach en tant que membre actif de cet organe mondial. Actif dans le domaine du gaz naturel avec des représentants de tous les continents, le GGC encourage les échanges au niveau international avec les partenaires de tous les secteurs de l'énergie, en particulier dans le domaine du gaz naturel, et œuvre à la promotion de l'énergie durable, en mettant l'accent sur les questions liées au secteur du gaz naturel. **R. E.**

Aéroport d'Alger : plus de 920 infractions et 480 millions DA d'amendes depuis le début de l'année

Les services des Douanes de l'aéroport Houari-Boumediene d'Alger ont enregistré, au cours des cinq premiers mois de l'année 2023, plus de 920 infractions et des amendes dues dépassant 480 millions de dinars. L'inspection des services des Douanes de l'aéroport a relevé 906 infractions de bureaux (relevées au bureau des Douanes), alors que les amendes dues ont dépassé 480 millions de dinars, a appris l'APS auprès de la Direction générale des Douanes (DGD). Le nombre d'infractions liées à la législation sur les changes et les mouvements de capitaux de et vers l'étranger s'élève à 16 infractions, soldées par la saisie de 83600 euros et 14200 dollars, tandis que les amendes dues, sous ce chapitre s'élèvent à 43 millions de dinars. En 2022, le nombre d'infractions de bureaux ont atteint 1 311 contraventions avec des amendes dues dépassant 42 milliards de dinars. Au cours de la même période, l'ins-

pection des Douanes a enregistré 56 infractions liées à la législation sur les changes et les mouvements de capitaux de et vers l'étranger qui se sont soldées par la saisie de plus de 86 000 euros et environ 112 000 dollars, assorties d'amendes s'élevant à environ 38 milliards de dinars. Quant aux principales saisies réalisées au cours des cinq premiers mois de l'année 2023, la même source fait état de sacs contenant des substances explosives, un pistolet, 13 détecteurs de métaux, 5 cachets administratifs d'institutions officielles, 120 puces électroniques et 27 structures équipées de GPS (système de positionnement par satellite). La liste des saisies comprenait également 8044 téléphones portables, 4909 écrans de téléphones portables, 8376 montres intelligentes, 671 tablettes tactiles, 10 629 oreillettes bluetooth, 2124 cartouches de cigarettes, 238 cigarettes électroniques et 600 flacons de liquide pour

cigarettes électroniques. En ce qui concerne les métaux précieux, l'inspection des services des Douanes de l'aéroport Houari Boumediene-passagers, a saisi près de 640 gr d'or et 500 gr d'argent. Quant aux principales saisies réalisées en 2022, elles comprenaient 385 comprimés hallucinogènes, près de 550 gr de cocaïne, 2 fusils de chasse, une carabine à air comprimé, deux drones avec leurs accessoires, 16 caméras espion, 22 équipements GPS et 210 oreillettes bluetooth invisibles. Il a été également procédé en 2022, à la saisie de 16 000 téléphones portables, 5 387 écrans de téléphones portables, 926 montres intelligentes, 192 tablettes tactiles, près de 3000 oreillettes bluetooth et 1145 cartouches de cigarettes. La liste comprenait également une quantité "considérable" de métaux précieux, constituée de 2,5 kg d'or et 4,7 kg d'argent, selon le bilan de la DGD.

APS

FINANCEMENT DES ENTREPRISES ET DES PROFESSIONNELS

Faid invite les banques publiques à faire plus

Le ministre des Finances, Laaziz Faid, a invité les banques publiques à renforcer les financements destinés aux entreprises et aux professionnels dans les différents secteurs, à travers la proposition de formules de financement adaptées. Présidant l'ouverture d'une journée d'information organisée par la Caisse nationale d'épargne et de prévoyance CNEP-Banque au profit des opérateurs économiques, M. Faid a indiqué,

dans une allocution à l'occasion, que les banques publiques « sont appelées à s'adapter aux changements des besoins et au comportement du consommateur algérien, tout en veillant à se mettre au diapason du développement technologique ». Les banques doivent déployer tous les efforts nécessaires pour moderniser leurs prestations à travers la numérisation des transactions et le développement des moyens de paiement

modernes, ainsi que l'évaluation de l'impact des services bancaires électroniques afin d'améliorer la qualité des prestations, a-t-il affirmé. Rappelant l'importance de la réalisation de l'inclusion financière, une priorité dans le plan d'action du gouvernement, le ministre des Finances a mis en relief le « rôle pivot » dévolu aux banques publiques pour renforcer la stratégie de développement du secteur bancaire. **R. E.**

In Guezzam : une étude pour la création d'une ZET en cours d'exécution

La wilaya d'In Guezzam regorge aussi de plusieurs sites touristiques et surtout les peintures et les gravures rupestres de la préhistoire, dispersées dans le sud de l'Ahaggar et Erg «Kilian», à l'est, en passant par les localités de «Ezzoua» et «Tassili Tin Aghrou», à Tin-Zouatin, à l'ouest, ainsi que la région In-Ghechlan...

Une étude technique pour la création d'une zone d'expansion touristique (ZET) à In-Guezzam, est en cours d'exécution dans le but d'ouvrir de nouvelles opportunités d'accès au foncier aux investisseurs, apprend l'APS de la direction locale du tourisme et de l'artisanat (DTA). S'étendant sur une superficie de 20 hectares au niveau de la localité de «In-Aradigh», au chef-lieu de wilaya, cette future ZET qui devrait être intégrée prochainement dans le plan d'aménagement touristique, permettra une fois opérationnelle d'accueillir des investissements susceptibles de booster la dynamique touristique dans la région, a affirmé le directeur du secteur, Mahdi Zidani, cité dans une dépêche de l'APS. La DTA a, à ce titre, s'engage à attirer les porteurs de projets et les opérateurs économiques concernés, appelés à contribuer à l'exploitation des potentialités que recèle cette wilaya de l'extrême Sud du pays, en donnant ainsi un nouveau souffle à l'activité touristique et au développement local, a-t-il souligné. Pour combler le déficit en matière de structures touristiques et améliorer les capacités d'accueil, deux hôtels retenus dans le cadre de l'investissement privé, d'une capacité de 45 et 116 lits, sont en cours de réalisation au chef-lieu de la wilaya, a ajouté M. Zidani. S'agissant de l'artisanat, la



wilaya d'In-Guezzam recense actuellement 340 artisans en plus de six associations actives dans différents métiers ayant pour objectif de valoriser le patrimoine culturel, matériel et immatériel de la région, entre autres, l'artisanat, l'art culinaire, les costumes traditionnels et les bijoux targui en argent. La wilaya d'In Guezzam regorge aussi de plusieurs sites touristiques et surtout les peintures et les gravures rupestres de la préhistoire,

dispersées dans le sud de l'Ahaggar et Erg «Kilian» à l'Est en passant par les localités de «Ezzoua» et «Tassili Tin Aghrou» à Tin-Zouatin à l'Ouest ainsi que la région In-Ghechlan. Il s'agit en outre de nombreux sites archéologiques en quête de valorisation, à l'instar d'«In Aradigh», «In-Toulouk» et «Birouten», situés à quelques encablures de la ville. Pour la promotion de la destination In-Guezzam, la DTA mise sur la société civile dont les associations,

populations locales et guides touristiques, pour s'intégrer notamment dans les activités d'inventaire et de collecte d'informations historiques sur les sites archéologiques de la région. Le secteur s'attèle à garantir des opportunités intéressantes aux porteurs de projets touristiques désireux d'investir dans la wilaya, tout en contribuant à générer des emplois et à favoriser le développement de l'artisanat, a-t-on indiqué.

R.R.

BISKRA : RENCONTRE SUR LA PROMOTION DU PRODUIT LOCAL

Les participants à une conférence nationale sur le «rôle du consommateur dans le soutien et la promotion de la production nationale», tenue, il y a quelques jours, à Biskra, ont estimé que la promotion du produit local est «tributaire du renforcement de la confiance entre le consommateur et le producteur». A cette occasion, le président de l'Union nationale de protection des consommateurs, Mahfoudh Harzeli, a pris la parole, en soulignant que le produit local est conforme aux normes nationales et internationales, qu'il est connu à travers les chaînes de production et de distribution, qu'il est soumis à des analyses de laboratoire et qu'il mérite, de ce fait, la confiance des consommateurs». Harzeli a en outre rappelé que les associations de défense des consommateurs, en tant que partenaire important dans la promotion de l'économie nationale, accompagnent le produit local et cherchent à diffuser la culture de la «consommation algérienne» pour encourager les opérateurs économiques algériens et réduire la facture des importations. Il a également souligné que le produit local «s'est avéré fiable pendant la pandémie de la Covid-19, tandis que les autorités ont contribué à l'encourager en réduisant les importations». Chaâbane Seldja, président de l'Association de défense des consommateurs dans la wilaya de Skikda, a déclaré que la responsabilité de la protection du produit national «incombe à tous», du producteur au consommateur, en passant par les services commerciaux et tous les intervenants pouvant mettre en valeur le produit. Il a estimé, à ce propos, que le soutien du produit national, pour fidéliser les consommateurs, nécessite trois piliers : l'abondance du produit sur le marché, des prix abordables et une qualité répondant aux désirs du consommateur. La directrice générale du laboratoire national d'essais, Nawal Nacib, a expliqué que les laboratoires, en tant que moyen technique de détermination de la conformité du produit aux normes nationales et internationales, donnent confiance au consommateur et encouragent la demande. Elle a appelé à unir les efforts pour éliminer les vides juridiques entourant les produits et à leur donner une plus grande compétitivité.

R.R. et APS

Sétif : des taux de couverture de 98,7 % en gaz naturel et de 95,6 % en électricité

Le président-directeur général (PDG) de la Sonelgaz, Mourad Adjal, a effectué récemment une visite de travail dans la wilaya de Sétif, a indiqué la wilaya dans un communiqué. Adjal a tenu une séance de travail portant sur la présentation des réalisations les plus importantes dans le domaine du raccordement aux réseaux d'électricité et de gaz naturel, notamment dans les zones d'ombre et les agglomérations isolées, outre les opérations de raccordement des zones industrielles et des zones de micro-activités dans le cadre de l'incitation et de l'accompagnement des investisseurs, sans oublier les opérations de raccordement. Le PDG de la Sonelgaz s'est aussi enquis de l'application des instructions données le 16 juillet 2022, avec une mise au point sur les perspectives d'avenir dans le cadre de la stratégie de développement et de renforcement des capacités de production et de distribution du grou-

pe. Les services de la wilaya ont tenu à rappeler que «Sétif a fait un long chemin dans le domaine de l'approvisionnement en énergie grâce aux efforts de l'Etat et aux acquis réalisés, comme en témoignent les indicateurs positifs de la volonté des pouvoirs publics de réduire les écarts de développement local et permettre aux citoyens

une vie décente, notamment dans le domaine du raccordement aux réseaux d'électricité et de gaz». La même source a précisé que «le taux de couverture en gaz naturel au niveau de la wilaya a atteint 98,7 % et celui en électricité 95,6 % et que les opérations de raccordement des autres logements se poursuivent». Considérant la

wilaya de Sétif comme «un pôle industriel et agricole par excellence», d'importants programmes ont été concrétisés par le groupe Sonelgaz en fournissant de l'énergie dans les zones industrielles et les micro-zones d'activité. Au niveau de la zone d'activité de Halatma une cabine mobile pour l'électricité a été fournie, alors que toutes

les autres régions en disposent. «Quant au processus de raccordement des exploitations agricoles, sur 938 recensées, 596 ont été raccordées, 41 sont en cours de raccordement et le reste sont au stade des démarches administratives», est-il souligné dans le communiqué.

R.R.

Khenchela : plus de 6.000 LPL à attribuer durant le second semestre 2023

Au total de 6.363 logements publics locatifs (LPL) seront attribués à leurs bénéficiaires dans la wilaya de Khenchela durant le deuxième semestre de l'année en cours, apprend l'APS des services de la wilaya. Les rapports de la Direction locale du logement de suivi des divers projets en cours de ce type de logement prévoient la réception de 6.363 logements LPL dans 13 communes au cours du deuxième semestre 2023, indique-t-on. Au total, 2.963 logements LPL verront la remise de leurs clés durant le troisième trimestre de l'année en cours à l'occasion du 61ème anniversaire de la fête de l'indé-

pendance, souligne-t-on à la wilaya, avant d'ajouter qu'un autre lot de 3.400 unités de la même formule sera attribué durant le quatrième trimestre 2023. Trois mille cent (3.100) unités seront ainsi distribuées au chef-lieu de wilaya, 500 à Chechar, 404 à Ouled Rechache, 400 à Babar, 300 à Ain Touila, 566 à Bouhmama, 293 à El Mehmel, 200 à N'sigha, 200 à Yabous et 400 dans les communes de Baghaï, Tamza, Taouzianet et R'mila, détaille-t-on. Parallèlement, il est prévu le lancement «prochainement» des projets de la réalisation de 600 logements répartis sur les communes de N'sigha, El

Mehmel, Babar, Kaïs et Bouhmama dès l'achèvement des procédures administratives légales. Lors de sa récente réunion avec les responsables du secteur du logement, le wali de Khenchela, Youcef Mehliout, a donné des instructions pour le renforcement du suivi et de l'accompagnement des divers projets de logements pour aplanir les éventuelles entraves, respecter les délais fixés et assurer la construction de cités nouvelles dotées de tous les équipements publics nécessaires, ajoute-t-on auprès des services de la wilaya.

APS

LOIN DE L'UKRAINE, CES CONFLITS INTER

■ La guerre en Ukraine est dans tous les esprits et à la Une des médias internationaux. Tous les pays occidentaux ont mobilisé leur batterie médiatique pour braquer les feux de l'actualité sur la seule région « intéressante » : l'Ukraine. Pourquoi ?

Pourtant, d'autres conflits ou crises majeures se déroulent dans d'autres pays, où l'ONU apporte une assistance. La guerre en Ukraine déclenche une mobilisation

internationale comme on en a rarement vu au cours des dernières décennies. Même si aucun pays n'a envoyé de troupes, l'Ukraine reçoit un soutien militaire, une aide humanitaire et des manifestations d'alliance de différentes parties du monde. En l'espace de quelques jours, les États-Unis et l'Europe ont imposé à la Russie des sanctions internationales parmi les plus importantes jusqu'ici. Le président ukrainien Volodymyr Zelensky est devenu le premier dirigeant mondial à s'adresser au Parlement britannique - par vidéoconférence -, où il a été ovationné, comme cela a été le cas lors de presque toutes les participations de responsables ukrainiens à des forums internationaux.

Le conflit fait la Une de la plupart des antennes de presse du monde. On estime que la guerre en Ukraine, qui n'en est peut-être qu'à ses débuts, a déjà fait des centaines de morts parmi les civils et contraint 2 millions de personnes à fuir leur foyer. La situation humanitaire de l'Ukraine est préoccupante et a été alertée par plusieurs organisations internationales.

Cependant, si l'on compare avec d'autres conflits qui existent dans le monde aujourd'hui, il y a plus de morts et de souffrances humaines causées dans d'autres guerres qui reçoivent moins d'attention et d'aide internationale (voir ci-dessous dans ce rapport sept conflits graves qui reçoivent relativement peu d'attention internationale).

C'est le cas du conflit au Yémen, qui dure depuis au moins 11 ans. Les chiffres sont choquants : plus de 233 000 morts et 2,3 millions d'enfants souffrant de malnutrition aiguë. La population manque d'eau potable et de soins médicaux.

L'Organisation des Nations unies (ONU) classe le Yémen comme la pire situation humanitaire au monde. Également loin des projecteurs de la diplomatie internationale, une guerre a débuté en novembre 2020 en Éthiopie entre le gouvernement central et un parti politique de la région du Tigré.

Le conflit n'a aucun signe de fin prochaine - et on estime que plus de 9 millions d'Éthiopiens ont besoin d'une forme d'aide humanitaire. Des rapports font état de crimes de guerre, tels que des meurtres de civils et des viols collectifs.

CERTAINS SONT PLUS ÉGAUX QUE D'AUTRES

Le déclenchement de la guerre en Ukraine a conduit les personnes impliquées dans d'autres conflits à se demander pourquoi il existe une telle différence dans le traitement international des événements.

"Sur notre continent, il a été surprenant de constater que tous les conflits armés ne sont pas traités avec le

même manque de détermination que de nombreux combats en Afrique", écrit le journaliste algéro-canadien Maher Mezahi, en comparant les répercussions du conflit ukrainien avec d'autres en Éthiopie et au Cameroun.

"Oui, [dans les conflits africains] il y a des déclarations d'inquiétude et des envoyés internationaux en mission, mais pas de couverture 24 heures sur 24, pas de déclarations télévisées en direct des dirigeants mondiaux et pas d'offres d'aide enthousiastes."

"NOUS SOMMES TOUS ÉGAUX, MAIS CERTAINS SONT PLUS ÉGAUX QUE D'AUTRES".

Pour le président de l'ONG International Crisis Group, Comfort Ero, il est inquiétant de constater qu'il y a tant de souffrance humaine dans le monde aujourd'hui et que ce problème devrait être en tête de l'agenda international.

"Il est vrai que l'une des préoccupations dans le monde, et en particulier en Afrique, est la prise de conscience que la rapidité de l'Europe et de ses alliés, notamment les États-Unis, [à réagir à la guerre en Ukraine] suggère qu'un conflit en Europe est pris plus au sérieux", déclare Ero à BBC News Brazil.

L'organisation surveille les conflits dans le monde et a dressé plus tôt cette année une liste de dix conflits internationaux qui nécessitent l'attention de la communauté internationale. Parmi ces conflits figurent le Yémen, l'Éthiopie, Haïti et le Myanmar.

Mais même Crisis Group a placé l'Ukraine en tête de sa liste - comprenant qu'il y a des risques spécifiques en Ukraine qui font de ce conflit une menace pour la sécurité mondiale, même si le nombre de morts et de personnes en situation de détresse humanitaire est plus faible qu'ailleurs dans le monde.

"Pour Crisis Group, la guerre en Ukraine n'est pas plus importante parce qu'elle se déroule en Europe. Chaque mort, chaque victime, chaque personne déplacée pendant la guerre est une tragédie, peu importe où elle se déroule. Mais cela étant dit, je crois que la guerre d'Ukraine a le potentiel d'être le danger immédiat le plus sérieux pour la paix et la sécurité internationales, et est probablement la violation la plus grave de la souveraineté d'un autre pays depuis au moins l'Irak", déclare le président de l'ONG.

Voici sept conflits qui ne font pas toujours la une de l'actualité, mais qui ont causé des souffrances humaines à grande échelle.

SAHARA OCCIDENTAL, LA GUERRE QUI EMBARRASSE L'OCCIDENT

Comme pour la Palestine, le Sahara occidental gêne autant l'Europe que les États-Unis. On fait semblant hypocritement, qu'elle n'existe pas, elle s'impose à tous par la hargne et l'énergie des Sahraouis à faire aboutir leur revendication d'indépendance. La guerre du Sahara occidental est un épisode du Conflit au Sahara occidental entre 1975 et 19913. C'est un

conflit militaire opposant la Mauritanie au Front Polisario sur le territoire du Sahara. La guerre éclate à la fin de l'Espagne du Sahara. Le Front Polisario avait convenu de cesser le feu avec la Mauritanie lors d'un accord à Madrid.

Le Front Polisario, indépendantiste, a lutté contre l'occupation espagnole, se retourne contre la Mauritanie. En 1979, un accord de paix est signé. Le Front Polisario signe un accord de cessez-le-feu en 1991, préalable à l'autodétermination du Sahara. Les tergiversations du Maroc ont fait que le Maroc a refusé les résolutions de l'ONU, et ne se soumet pas aux Sahraouis, ce qui a conduit, à reprendre la guerre, attendant une solution toujours pas. Le Maroc n'est pas un Etat colonisateur en Afrique.

ÉTHIOPIE, LOIN DE L'ACTUALITÉ

Une guerre de 16 ans a laissé 900 000 personnes mortes, selon les estimations de l'Organisation américaine pour les droits de l'homme. Le conflit a tué plus de 9 millions de personnes, besoin d'une forme d'aide internationale. Le conflit qui a débuté en 2020 est l'un des plus mortels du monde actuel, avec un état de meurtres collectifs, selon l'Organisation internationale de la sécurité humaine. Il s'agit d'un conflit entre divers groupes ethniques de vivre ensemble. Depuis 1994, le Front est d'un système de gouvernement parfois appelé "régime militaire", dans lequel les régions du pays sont contrôlées par différents groupes ethniques. L'une d'entre elles est contrôlée par un parti libéral (FLPT) - qui a des personnes issues de divers groupes ethniques. Ce Front est l'un des quatre groupes armés en Éthiopie depuis 1974.

AU VENEZUELA, LA GUERRE NE S'ARRÊTE PAS

Souvent négligée, la guerre au Venezuela reste l'un des conflits les plus meurtriers du monde : le Venezuela a connu des années de violence et de souffrance économique. En raison de l'inflation, de nombreuses familles ont dû fuir le pays. Au Venezuela, de nombreuses personnes souffrent de malnutrition, de manque d'électricité et d'eau potable. Les soins médicaux sont rares. Les pays se sont partis de la guerre - il y a un manque d'équipement médical. La crise humanitaire est grave.

NATIONAUX « OUBLIÉS » PAR L'OCCIDENT

Les principaux conflits actuellement dans le monde



N DES FEUX

mois en Éthiopie a
personnes affamées,
ons du gouverne-
s rebelles qui com-
ays affirment que
s d'Éthiopiens ont
e d'aide alimentai-
éclaté en novembre
plus brutaux du
c des rapports fai-
res de civils et de
on Amnesty Inter-
un différend entre
niques qui tentent
depuis près de 30
l'Éthiopie dispose
ouvernement fédé-
fédéralisme eth-
l chacune des dix
t contrôlée par dif-
aniques.

est la région Tigré, parti politique appelé «*libération du peuple*» qui est composé de membres de ce groupe ethnique. À la tête d'une coalition de partis qui dirige le pays depuis 1991.

A, LA CRISE JAMAIS

, la situation au
une des situations
plus difficiles au
la traverse depuis
ave crise politique

ation élevée, d'in-
lles de ce pays
d se sont appau-
nt plus subvenir à
sieurs millions de
itté le pays et se
l'un des pays voi-

nombreux enfants
nutrition. Les cou-
se prolongent sans
médicaux dans le
ellement effondrés
de médicaments et
ical.
ire dramatique du

Venezuela se poursuit en 2022 et est exacerbée par la pandémie de COVID-19. Selon les recherches actuelles, un total d'environ sept millions de personnes dépendent de l'aide humanitaire, dont 3,2 millions d'enfants.

Au Myanmar (Birmanie), 14 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire

À quand remonte la dernière fois que vous avez entendu parler du Myanmar ? Peut-être en février 2021, lorsque les élections parlementaires ont été suivies d'un coup d'Etat militaire, qui a lui-même été suivi de manifestations. Depuis, la crise n'a fait que s'intensifier.

Avant ces évènements, l'ONU estimait qu'environ un million de personnes au Myanmar avaient besoin d'une aide humanitaire. Aujourd'hui, on estime ce chiffre à 14,4 millions de personnes, dont cinq millions d'enfants

Les raisons sont une combinaison dramatique de crise politique, d'escalade de la violence, des conséquences de la pandémie de COVID-19 et des catastrophes naturelles, en partie dues au changement climatique. La pauvreté est plus élevée qu'elle ne l'a été depuis des années, un quart de la population ne sait pas quand elle prendra son prochain repas. En 2021, la situation dans les camps de réfugiés rohingyas s'est à nouveau détériorée à cause de la mousson et du Covid-19.

AU YÉMEN, SEPT ANS DE GUERRE ONT AGGRAVÉ LA FAIM

De plus en plus de personnes au Yémen souffrent de la faim et n'ont

souvent qu'un seul repas par jour. La famine aiguë atteint des niveaux sans précédent dans un contexte de grave déficit de financement

Les pénuries de carburant exacerbent la crise humanitaire.

Pour les enfants, le risque de tomber malade est particulièrement élevé s'ils ne reçoivent pas suffisamment de nutriments essentiels. Plus de deux millions d'enfants de moins de cinq ans souffrent déjà de malnutrition aiguë au Yémen – plus de 500 000 d'entre eux sont en danger de mort.

EN SYRIE, PAS DE PAIX EN VUE

La guerre en Syrie se poursuit depuis onze ans. De nombreuses régions du pays sont en ruines et sont contaminées par des mines terrestres et des restes explosifs de guerre. Rien que l'année dernière, près de 900 enfants ont été tués ou blessés, selon les chiffres officiels des Nations Unies.

Les prix des denrées alimentaires ont augmenté à Idlib et dans le nord d'Alep en mars : le prix d'un litre d'huile de cuisson a augmenté de 45% en quatre semaines. Le prix de l'agneau et du poulet a augmenté de 25 à 45%. La majeure partie de l'électricité de la région provient de la Turquie. Les prix du carburant n'ont cessé d'augmenter et le prix de l'électricité a déjà augmenté de 125% depuis janvier.

La hausse des prix a un impact sur les coûts de production locaux des produits de base, ainsi que sur les services et les produits agricoles. Déjà touchées par la pandémie de COVID-19 et par la détérioration de l'économie, les petites entreprises risquent

de fermer en raison de l'inflation élevée, ce qui affaiblit encore la reprise économique, aggrave le chômage existant et augmente la pauvreté.

LA SOMALIE AU BORD DE LA FAMINE

La Somalie connaît actuellement l'une des pires sécheresses depuis des décennies. Dans certaines régions, la saison des pluies n'a pas été bonne pour la troisième fois consécutive, les sols se sont asséchés et l'eau potable fait défaut. Selon les estimations actuelles, six millions de personnes en Somalie souffrent déjà d'une insécurité alimentaire extrême, soit environ 40% de la population et plus de deux fois plus de personnes qu'au début de l'année. La famille est imminente dans six régions et des fonds supplémentaires sont nécessaires de toute urgence pour l'éviter.

HAÏTI, INFORMATIONS MISES SOUS LE BOISSEAU

Haïti connaît une nouvelle spirale de violence depuis juillet 2021, date à laquelle Jovenel Moïse, alors président du pays, a été brutalement assassiné.

Moïse, 53 ans, a reçu 12 balles dans le front et le torse. Son œil gauche a été arraché et les os de son bras et de sa cheville ont été brisés. La première dame, Martine Moïse, a également été touchée mais a survécu.

La police haïtienne allègue qu'un groupe de mercenaires principalement étrangers - 26 Colombiens et deux Américains d'origine haïtienne - constituait le groupe qui a perpétré l'assassinat.

L'UKRAINE, ONDE DE CHOC « TRÈS OCCIDENTALE »

En deux semaines, l'onde de choc de l'invasion russe a fait bouger les lignes géopolitiques. L'Europe se réarme, Poutine plonge la Russie dans l'incertitude et de nouvelles fractures apparaissent en dehors du bloc occidental. Mardi 8 mars, deux citoyens américains, dont un cadre de l'industrie pétrolière, étaient libérés des geôles vénézuéliennes. Très loin des combats sur les terres enneigées d'Europe orientale, cet événement a priori anodin témoigne de la portée mondiale du choc de l'invasion de l'Ukraine par l'armée russe, le 24 février. Ces libérations sont le signe d'une détente entre Washington et Caracas, où une délégation officielle américaine avait été reçue au palais présidentiel le week-end précédent, pour des entretiens qualifiés par Nicolas Maduro de « respectueux, cordiaux et très diplomatiques ».

Pourquoi le Venezuela ? Le régime de Maduro, que l'administration Trump a vainement tenté de renverser, est le principal allié de Moscou en Amérique latine. C'est aussi un gros producteur de pétrole, qui était raffiné aux Etats-Unis avant que le pays ne bascule dans l'anti-impérialisme chaviste et que son économie ne s'effondre. Avec la guerre en Ukraine et l'embargo sur le pétrole russe décrété, le 8 mars, par l'administration Biden, les barrières tombent. L'échiquier du marché du pétrole est à revoir, et le Venezuela l'un des pions à déplacer. En deux semaines, le retour de la guerre en Europe a fait bouger les lignes géopolitiques jusque dans le sous-continent américain. Rien n'est encore joué sur le terrain : même si la résistance ukrainienne a réussi à freiner la progression de l'armée russe, l'issue du conflit reste incertaine. Il est aussi trop tôt pour dire jusqu'où ira l'onde de choc. Mais son retentissement est déjà comparable à celui des attentats du 11-Septembre, voire de la chute du mur de Berlin, en 1989.

Le chancelier allemand, Olaf Scholz, et le président français, Emmanuel Macron, ont chacun évoqué « la nouvelle ère » dans laquelle la Russie vient de précipiter l'Europe. Cette nouvelle ère clôt les trois décennies de l'après-guerre froide, ouverte par la chute de l'Union soviétique, en 1991. De quoi sera-t-elle faite ? L'historienne Mary Elise Sarotte, experte de la guerre froide et de l'après-guerre froide, est pessimiste : dans un texte publié par le New York Times, elle entrevoit une « période d'immense hostilité avec Moscou », d'autant plus problématique que les codes de la guerre froide ont disparu. Les conflits du XXe siècle se sont caractérisés par le souci des « deux grands » d'éviter tout affrontement direct ; des règles et des canaux de communication encadraient ce *modus vivendi*. « L'absence de scrupules du président Poutine, écrit Mary Elise Sarotte, remet tout cela en cause. » La plupart des traités de contrôle des armements sont tombés en désuétude, ou ont été abandonnés, tandis que de nouvelles armes sont apparues sans faire l'objet d'aucune régulation. Reprendre de longues négociations avec un régime à Moscou capable d'agresser un pays du jour au lendemain avec une telle violence paraît très difficile.

I.M./agences

LES MALIENS AUX URNES LE 18 JUIN POUR APPROUVER OU NON UNE NOUVELLE CONSTITUTION

Le Mali prépare son référendum constitutionnel dans un climat divisé

Les Maliens sont appelés aux urnes dimanche 18 juin pour approuver ou non une nouvelle Constitution, soumise par la junte au pouvoir à un référendum. Mais une opposition hétéroclite la conteste, et une insécurité persistante compromet sa tenue dans de nombreuses régions.

Le vote du référendum est le premier organisé par les colonels depuis qu'ils ont pris par la force en août 2020 la tête du pays. Il est un jalon saillant sur le chemin censé conduire à un retour des civils à la direction des affaires en mars 2024, en vertu des engagements pris par les militaires eux-mêmes.

Moins de neuf mois avant le terme annoncé, de fortes incertitudes subsistent, dont la place qu'occuperont l'actuel numéro un, le colonel Assimi Goïta, et les militaires dans le Mali de demain.

Les Maliens se prononceront dimanche 18 à partir de 8h sur le projet constitutionnel à l'aide de bulletins verts pour le oui, rouges pour le non. Les résultats sont attendus dans les 72 heures qui suivent.

CONSTITUTION PRÉSIDENTIALISTE

Les autorités se sont beaucoup investies en faveur de cette réforme qui doit pallier les insuffisances de la Constitution de 1992. Celle-ci est volontiers désignée comme un facteur de la faillite de l'État face à la multitude des crises, expansion djihadiste, pauvreté, ruine des infrastructures ou délabrement de l'école.

La Constitution proposée fait la part belle aux forces armées. Elle met en exergue la "souveraineté", mot d'ordre de la junte depuis son avènement puis la rupture avec l'ancienne puissance dominante française, ainsi que la lutte contre la corruption, associée à l'ancien régime. Elle légitime les autorités traditionnelles et rehausse le



statut des multiples langues nationales. Elle crée un Sénat. Elle se distingue surtout en renforçant les pouvoirs du président. Elle prévoit l'amnistie pour les auteurs de coups d'État antérieurs à sa promulgation, et alimente les spéculations persistantes sur une éventuelle candidature du colonel Goïta à la présidentielle. Les colonels avaient initialement pris l'engagement de ne pas se présenter. Nous avons assisté à une personnalisation du pouvoir, à un culte de la personnalité. Or, si une nouvelle Constitution se met en place, elle doit redresser ces dérives, équilibrer les pouvoirs au lieu de les concentrer dans les mains du seul prési-

dent. D'influents organisations religieuses s'opposent au maintien de la laïcité. Dans le nord, les anciens rebelles dénoncent les termes de la Constitution et risquent d'empêcher le vote dans leur fief de Kidal. À la différence des djihadistes, ils avaient signé un important accord de paix avec l'État.

UNE PARTIE DE LA CLASSE POLITIQUE VOIT D'UN MAUVAIS ŒIL LE RENFORCEMENT DE L'EXÉCUTIF.

"Nous avons assisté à une personnalisation du pouvoir, à un culte de la personnalité. Or, si une nouvelle Constitution se met en place, elle doit redresser

ces dérives, équilibrer les pouvoirs au lieu de les concentrer dans les mains du seul président", dénonce Sidi Touré, porte-parole du Parti pour la renaissance nationale (Parena). "Le projet de Constitution a été fait par les Maliens", s'est défendu le chef de la junte lors d'un meeting de campagne. Il a assuré que le texte était "le résultat d'un travail consensuel de toutes les sensibilités".

Les Maliens se disent que les présidents issus des régimes démocratiques n'ont pas forcément brillé. La corruption a atteint un certain niveau. Les gens veulent voir autre chose. Au-delà de la légitimité du texte, celle du scrutin fait débat. Les

électeurs pourraient être empêchés de voter dans plusieurs régions en proie à l'insécurité, notamment dans le centre et le nord où les groupes djihadistes continuent de mener des attaques sanglantes. "Le Mali a des défis plus urgents, il faut rassembler les Maliens pour la guerre contre le terrorisme, pour la guerre contre la pauvreté", juge Sidi Touré. Un chercheur s'exprimant sous couvert de l'anonymat - comme de nombreux interlocuteurs désormais - fait valoir que l'ancienne Constitution a bon dos. "Le problème de la constitution de 1992, c'est qu'elle n'a jamais été vraiment appliquée (...) elle ne peut pas être la cause de la crise". "Globalement les Maliens ne votent pas. Depuis 1992, on dépasse rarement les 30 % de participation", rappelle Abdoul Sogodogo, spécialiste en sciences politiques.

LES OBSERVATEURS JUGENT ACQUISE LA VICTOIRE DU "OUI".

"Les Maliens se disent que les présidents issus des régimes démocratiques n'ont pas forcément brillé. La corruption a atteint un certain niveau. Les gens veulent voir autre chose", assure Brema Ely Dicko, sociologue à l'université de Bamako. Les partisans de la réforme misent sur la forte popularité prêtée au colonel Goïta et aux autorités dites de transition. "Certains acteurs présentent ce référendum comme un soutien à la transition, ce qui fait que le débat sur le contenu est occulté", souligne Abdoul Sogodogo.

I.Med/avec agences maliennes

MIGRANTS VERS L'EUROPE

50.300 entrées irrégulières, le nombre le plus élevé enregistré depuis 2017

Les pays de l'UE ont recensé plus de 50.300 entrées irrégulières via le centre de la Méditerranée au cours des cinq premiers mois de 2023, a indiqué l'agence Frontex.

Le nombre de migrants traversant le centre de la Méditerranée vers l'Union européenne a «plus que doublé» en 2023 par rapport à l'an dernier pour la même période, a indiqué vendredi l'agence européenne Frontex.

Au cours des cinq premiers mois de 2023, les pays de l'UE ont recensé plus de 50.300 entrées irrégulières par cette voie, «le nombre le plus élevé enregistré depuis 2017», a indiqué l'agence dans un communiqué.

«La Méditerranée centrale reste la principale route migratoire vers l'Union européenne», et cette route, avec plus de 50.300 entrées, «a compté pour près de la moitié des arrivées clandestines en 2023», a ajouté Frontex. En tout, le nombre d'arrivées signalées à Frontex

entre janvier et fin mai a été de 102.000, soit 12% de plus que pour la même période de l'année dernière.

La deuxième route la plus active est celle des Balkans de l'ouest, avec plus de 30.700 entrées - tout de même 25% de moins qu'un an plus tôt. Toutes les

autres routes, sauf celle de la Méditerranée centrale, ont également enregistré des déclin, allant de moins 6% pour la Méditerranée occidentale à -47% pour la route d'Afrique de l'Ouest. Ces déclin sont principalement dus «à la longue période de mauvais temps, qui rendait

des voyages toujours dangereux encore plus risqués».

Mais la pression migratoire reste «élevée», et on peut s'attendre à un regain d'activité des passeurs dans les mois qui viennent", a conclu l'agence

I.M./Agences

ARMÉE SAHRAOUIE :

Nouvelles attaques contre des positions des forces d'occupation marocaines

Les unités de l'Armée populaire de libération sahraouie (APLS) ont mené de nouvelles attaques, contre des positions des forces d'occupation marocaines dans les secteurs de Haouza et Mahbès, leur faisant subir des pertes humaines et matérielles, indique, jeudi, le ministère sahraoui de la Défense dans son communiqué militaire N 818. Selon la même source citée par l'Agence de presse sah-

raouie "SPS", "des unités avancées de l'APLS ont concentré leurs attaques dans les deux régions de Rous Arbib El Kâa et Rous Lektitira (secteur de Haouza)", alors que des formations avancées de l'armée sahraouie ont mené des attaques contre les forces d'occupation marocaines dans la région d'Oudi Dhamrane (secteur de Mahbès). Mercredi, des détachements avancés de l'APLS avaient

ciblé des retranchements des forces d'occupation marocaines dans le secteur de Farsia, notamment la région de Rous El Fiyine.

Les attaques de l'APLS se poursuivent contre les forces d'occupation marocaines qui subissent des pertes humaines et matérielles considérables le long du mur de la honte, a conclu la même source.

ELIMINATOIRES CAN 2023 (5^E JOURNÉE)

Seize places encore en jeu pour le rendez-vous ivoirien

Le Cameroun occupe la deuxième place avec quatre unités tandis que le Burundi, troisième avec un point, a encore deux matches à jouer et garde toutes ses chances de qualification. Les Namibiens se déplacent pour affronter le Burundi lors de son dernier match des éliminatoires et un point dans ce duel lui suffira pour se qualifier....

La cinquième et avant-dernière journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations CAN 2023 prévue ce week-end sur le continent, sera l'occasion pour plusieurs sélections de composer leurs billets pour le rendez-vous ivoirien et rejoindre les sept pays ayant déjà le précieux sésame en poche dont le dernier en date l'Egypte.

GROUPE A : Il y a une bataille à trois pour les deux billets de ce groupe. Le Nigeria est en tête avec neuf points, la Guinée-Bissau est deuxième avec sept points tandis que la Sierra Leone en a cinq. Sao Tome & Principe, dernier du classement, compte un point et est hors course. Les leaders nigériens jouent à l'extérieur contre la Sierra Leone, une équipe qu'ils ont battue 2-1 lors de la première journée et un simple match nul leur garantira une place dans le tournoi l'année prochaine. La Sierra Leone est dans une situation où elle doit gagner pour garder espoir. Elle cherchera à tirer le meilleur parti de son avantage à domicile.

GROUPE B : Le Burkina Faso, avec 10 points en quatre matches, a déjà assuré sa place en Côte d'Ivoire et jouera les deux derniers matches, juste pour s'assurer une belle finition. La bataille pour la seule place restante du groupe est désormais laissée au Cap-Vert, à Eswatini et au Togo. Le Cap-Vert compte sept points, tandis que les deux autres équipes sont à deux points chacun, avec une faible chance d'aller chercher la deuxième place. Le Cap-Vert affronte le leader, le Burkina Faso à domicile et n'a besoin que d'un seul point pour se qualifier pour la phase finale. Eswatini et Togo s'affrontent dans l'autre match du groupe. L'un ou l'autre des deux équipes doit absolument remporter ses deux derniers matches restants, espérant que le Cap-Vert perde ses deux dernières rencontres de groupe.

GROUPE C : La Namibie est en tête du groupe de trois équipes avec cinq points. Le Cameroun occupe la deuxième place avec quatre unités tandis que le Burundi, troisième avec un point, a encore deux matches à jouer et garde toutes ses chances de qualification. Les Namibiens se déplacent pour affronter le Burundi lors de son dernier match des éliminatoires et un point dans ce duel lui suffira pour se qualifier.



Une victoire porterait la Namibie à huit points tandis qu'un match nul la placerait à six, les deux résultats les faisant passer. Le Burundi a un seul point et est également dans une situation où il faut gagner pour garder espoir. Une victoire les placerait à quatre points, ce qui entraînerait une finale contre le Cameroun lors de la dernière journée des éliminatoires en septembre.

GROUPE D : L'Egypte, finaliste de la dernière édition au Cameroun a composté son billet après son succès mercredi contre la Guinée (2-1). Les Pharaons sont en tête avec 12 points devant la Guinée (9 pts). Le Malawi et l'Ethiopie sont respectivement troisième et quatrième, avec trois points chacun. **GROUPE E :** Dans ce groupe, le Ghana, la République centrafricaine et l'Angola ont tous une chance de qualification, Madagascar étant déjà éliminé. Le Ghana est en tête du groupe avec huit points, la RCA deuxième avec sept tandis que l'Angola en a cinq en troisième. L'Angola sera en déplacement sur le terrain du deuxième, la RCA tandis que le Ghana sera face à Madagascar à Antananarivo. Le Ghana et la RCA se qualifieront tous les deux pour le tournoi en cas de victoire à l'issue de cette journée.

GROUPE F : L'Algérie s'est déjà qualifiée pour la Coupe d'Afrique des Nations dans ce groupe, avec un bilan parfait de quatre victoires en quatre matches. La Tanzanie, l'Ouganda et le Niger se battent pour la place restante. La Tanzanie, deuxième avec quatre points, accueillera le Niger et se rapprochera de la Côte d'Ivoire en cas de victoire. Le Niger, qui est dernier avec deux points, est dans l'obligation de gagner, même si un match nul lui donnera également de l'espoir. A Douala, au Cameroun, l'Ouganda accueillera l'Algérie,

deux fois vainqueur de la CAN. Les Crânes qui sont à quatre points doivent gagner le match face aux Verts pour garder espoir. Une victoire leur permettrait de monter à sept points et si la Tanzanie perd des points contre le Niger, les ougandais n'auront besoin que d'un point lors de leur dernier match pour se qualifier.

GROUPE G : Ce groupe est également largement ouvert. Le Mali mène avec neuf points et n'aura besoin que d'un match nul lorsqu'il jouera contre le Congo, deuxième, à Brazzaville, pour se qualifier. Les Congolais sont à six points, comme la Gambie, troisième, mais avec une meilleure différence de buts. Ils auront besoin de trois points pour conforter leur deuxième place et optimiser leurs chances de qualification. **GROUPE H :** En tant que pays hôte, la Côte d'Ivoire est déjà qualifiée pour le tournoi et la lutte pour le seul ticket encore disponible dans ce groupe se dispute entre la Zambie et les Comores. Lanterne rouge avec un point, le Lesotho est déjà éliminé. La Zambie compte neuf points et n'a besoin que d'un point lorsqu'elle accueillera la Côte d'Ivoire pour confirmer sa place dans le tournoi. **GROUPE I :** Trois points séparent les équipes du haut et du bas de tableau, toutes les quatre ayant encore une chance de qualification.

Le Gabon est en tête avec sept points, le Soudan deuxième avec six, la Mauritanie troisième avec cinq et la RD Congo dernière avec quatre. Les leaders gabonais accueillent la RD Congo à Franceville et se qualifieront pour le tournoi en cas de victoire. La RD Congo doit gagner pour garder ses chances à flot. Le Soudan accueille la Mauritanie dans l'autre match du groupe et une victoire serait cruciale car elle l'aiderait soit à se qualifier, soit à garder leurs

chances élevées, en fonction du résultat de l'autre match. La Mauritanie peut s'accrocher à l'espoir de qualification si elle l'emporte face aux soudanais, pour monter à huit points. **GROUPE J :** La Tunisie, avec 10 points s'est déjà qualifiée dans ce groupe et pourrait être rejointe par la Guinée équatoriale qui en compte neuf. Les deux équipes s'affrontent dans un duel en haut du tableau à Malabo et les Equato-guinéens n'ont besoin que d'un seul point pour se qualifier. La Libye, troisième, avec trois points, affronte le Botswana déjà éliminé à Francistown. **GROUPE K :** La situation est déjà bouclée dans ce groupe à trois équipes. Le Maroc et l'Afrique du Sud sont assurés de la qualification, les Lions de l'Atlas étant à six points et l'Afrique du Sud à quatre. Le Libéria avec un seul point est hors de l'équation. Cette semaine, l'Afrique du Sud accueille le Maroc à Johannesburg, un duel pour déterminer l'équipe qui terminera en tête du groupe.

GROUPE L : Le Sénégal, champion en titre, a déjà réservé sa place pour aller défendre sa couronne en réalisant un carton plein lors des quatre premières journées. Le Mozambique est deuxième avec quatre points, le Rwanda troisième avec trois et le Bénin, dernier avec deux points. Les trois équipes se bousculent pour le ticket restant du groupe. Le Bénin accueille le Sénégal à Cotonou et doit obtenir les trois points par tous les moyens pour rester dans la course. Une victoire les placerait à cinq points. Le Rwanda accueille le Mozambique à Huye et en cas de victoire, il passera à six points, détrônant ce dernier à la deuxième place. Ce qui augmenterait du coup, ses chances de qualification.

APS

EQUIPE NATIONALE LE GARDIEN DE BUT OUKIDJA MET UN TERME À SA CARRIÈRE INTERNATIONALE

Le gardien de but international algérien Alexandre Oukidja a annoncé sa décision de mettre un terme à sa carrière internationale, jeudi, au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa (Alger) où l'équipe nationale effectue son stage en prévision de son match contre l'Ouganda, prévu dimanche à Douala (Cameroun) pour le compte de la 5^e et avant-dernière journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN-2023), a indiqué un communiqué de la fédération (FAF). Présent à Sidi Moussa, Oukidja (34 ans) a informé le sélectionneur national Djamel Belmadi qu'il n'était plus capable d'assumer ce statut, et qu'il était temps de quitter la scène. Le portier du FC Metz a reçu un vibrant hommage de la part du coach national, de tous les joueurs et des membres des différents staffs des Verts. Ce fut un moment très émouvant pour celui qu'a qualifié Belmadi de "grand professionnel qui n'a jamais rechigné à venir défendre les couleurs de son pays et de travailler dur aux entraînements, même s'il n'a pas été souvent titulaire à son poste". Pour sa part, Oukidja, tout ému, a exprimé toute sa fierté et les moments merveilleux qu'il a passé avec les Verts où il a été champion d'Afrique en 2019. Il a déclaré : "Je suis très honnête et je n'ai jamais triché, ni avec moi-même ni encore moins avec les autres et surtout pas la sélection de mon pays, d'où ma décision de me retirer de l'équipe nationale car mon corps ne répond plus comme avant, surtout avec les exigences du très haut niveau."

R.S.

ENTRETIEN AVEC AHCÈNE MARICHE, POÈTE ET ANIMATEUR DE TÉLÉVISION :

«Deux grands sentiments me guident et me tiennent la main dans tout ce que j'entreprends : l'amour et le devoir»



Enseignant, poète, acteur, animateur de télévision, conteur... Ahcène Mariche cumule les rôles et les vocations avec un plaisir toujours renouvelé. Pour lui les frontières entre les disciplines n'existent pas. Il aime toucher à tout, s'essayer à tout, sans se fixer des limites. Assidu des festivals culturels et des expositions artistiques et livresques, il aime partager sa passion pour sa culture et pour les livres. Il a bien voulu répondre à nos questions.

Entretien réalisé par Boualem B.

● **L'Express : Votre dernier ouvrage poétique est consacré à l'environnement. Pourquoi avez-vous choisi ce thème ?**

Ahcène Mariche : L'environnement est notre source de nourriture et d'eau potable. L'air est notre source d'oxygène. Le climat permet notre survie. La protection de l'environnement et de ses ressources est donc devenue un enjeu prioritaire. Donc, impossible d'échapper à la question de l'environnement dont dépend l'avenir de notre planète et qui est actuellement au cœur des enjeux géopolitiques planétaires.

● **Avez-vous déjà traité ce sujet dans vos précédents ouvrages ?**

Oui ! Ce poème figure dans mon 9^e recueil de poésie édité en 2009 puis édité dans les trois autres langues : français, anglais et arabe. Cette fois, j'ai voulu lui donner plus de visibilité vu son importance capitale dans notre vie, et vu le désastre qu'il subit. J'ai pensé à l'illustrer aussi avec des images réelles de notre environnement immédiat pour accrocher plus et sensibiliser mieux aussi. A chaque strophe du poème, j'ai choisi les images qui donnent à penser à toute personne qui les verrait. Ce poème est devenu une entité à part entière, décliné en quatre langues pour toucher plus de lecteurs, de militants, d'associations et de groupes environnementalistes à l'échelle internationale.

● **Ce que qu'on constate c'est que, malgré son importance, ce thème n'est pourtant pas assez exploité par nos écrivains et artistes. Comment expliquez-vous cela ?**

C'est vrai, Il y a juste quelques écrivains et quelques chanteurs qui se sont penchés sur ce sujet, à l'image de Zedek Mouloud et de Zayen. La vie, dans notre pays, est devenue très difficile vu l'inflation galopante. Les soucis et les préoccupations quotidiennes pour subvenir aux besoins basiques, tels que remplir son couffin et payer ses factures, ont fait que ce sujet est relégué à l'arrière-plan. Ventre affamé n'a point d'oreille pour entendre, ni d'ailleurs d'yeux pour voir les dégâts causés à l'environnement. Les écrivains et artistes qui sont le miroir de leur société, ne font que suivre les impulsions qui agitent leur société et dire tout haut les préoccupations des citoyens. Comme le sujet n'intéresse que marginalement les citoyens, idem donc pour les artistes !

● **Ces dernières années, vous vous êtes distingué aussi par la création de devinettes. Comment vous est venue l'idée des devinettes ?**

En éditant mes deux livres sur les devinettes anciennes que j'ai mis beaucoup de temps à récolter, je me suis dit : j'ai sauvé ces devinettes de la disparition mais pourquoi ne pas en créer et donner une nouvelle vie à ce genre ? Comme l'on fait nos aïeux qui nous ont laissé et



transmis ce trésor, je me suis dit que je dois moi aussi apporter ma pierre à cet édifice en collant mes créations à la réalité sociale et culturelle contemporaine. C'est ainsi que j'ai commencé à composer mes premières devinettes et je ne vous cache pas que j'ai éprouvé un énorme plaisir à en faire. Ma formation de physicien et le fait d'avoir enseigné l'informatique, exercé le métier de photographe et de cameraman ainsi que mes multiples voyages m'ont beaucoup aidé et facilité la tâche. J'ai créé au total plus de 3 500 devinettes en kabyle portant sur tout ce qui nous entoure.

● **De la période « Sidi Valentin » à maintenant, que de chemin parcouru. En plus d'avoir évolué et diversifié la thématique de votre poésie, vous vous êtes attaqué à des chantiers autres que l'écriture de la poésie. Votre propension à faire beaucoup de choses en même temps ne vous disperse-t-elle pas ?**

Oui. L'appétit vient en mangeant. Puis, avec l'expérience, on arrive à mieux voir et comprendre aussi, on classe les choses selon leurs priorités. Après la poésie, je me suis attaqué au patrimoine culturel de notre région qui se perd avec la disparition des vieux qui l'emportent avec eux.

J'ai recueilli 7 020 proverbes de toute la Kabylie, 1 200 devinettes, plusieurs contes, des centaines de citations portant sur les animaux, les objets et les organes. J'ai créé aussi des jeux de cartes ludiques à caractères pédagogiques en quatre langues pour nos enfants et leurs familles pour leur permettre de jouer utilement, se cultiver, aiguïser leur savoir, développer leur sens de réaction et connaître leur patrimoine culturel. J'ai également édité deux CD (ma poésie déclamée avec de la musique) pour tou-

cher aussi les gens qui aiment plus écouter que lire.

● **Vous enseignez, vous écrivez, vous animez une émission télé, vous jouez dans des films....et vous dites que cela ne vous disperse pas. Donc pour vous « Qui trop embrasse bien étirent » ? (rires)**

Après avoir enseigné pendant une vingtaine d'années la physique, dix années l'informatique, j'exerce depuis quatre années de cela en tant que conseiller pédagogique. C'est vrai, j'ai touché à pas mal de domaines aussi bien dans le volet pédagogique que culturel, et je trouve du plaisir à faire plein de choses. Chaque fois que je m'attaque à un domaine nouveau, je me sens heureux d'apprendre de nouvelles choses et je répète l'expression : « Ce soir je dormirai moins bête ! ».

Eh oui ! Comme disait notre artiste Medjahed Hamid : « Ayen Yelhan Yelha » (ce qui est bon est bon). Toute bonne expérience m'ouvre les yeux sur d'autres choses et cela m'inspire beaucoup. Un proverbe de chez nous le dit bien : « Dhill ad twalidh, ruh ad d tawidh, qqim ulac ». Mes expériences sont capitales dans tout ce que je fais. Je dois dire aussi que deux grands sentiments me guident et me tiennent la main dans tout ce que j'entreprends : l'Amour et le devoir.

● **Est-ce vous pouvez nous dire ce que vous avez mis sur le marché jusqu'à aujourd'hui ?**

Depuis 2005 à ce jour, j'ai au total 42 publications dont 29 livres de poésie en 4 langues, quatre livres de devinettes dont deux sont de ma création en 3 langues, neuf contes en kabyle et en français, un recueil de 7 020 proverbes kabyles, deux livres de citations des animaux, des organes, et des objets, trois livres de fables en tamazight et en français et sept

jeux de cartes culturels ainsi que deux CD et une carte de vœux spécial Saint Valentin.

● **Et vous allez continuer, je suppose, à écrire et à produire avec la même frénésie ?**

Ecrire ne dépendra pas de moi, c'est bien la déesse CLIO qui décide à ma place ainsi que les événements qui pourront me toucher et m'inspirer. Et je peux vous dire que je suis bien servi. Donc, produire et éditer, oui, je le ferai avec beaucoup de plaisir vu que j'ai plein de projets qui attendent leur tour d'édition depuis longtemps déjà. Je suis ce qu'on peut appeler un auteur prolifique et je suis comblé.

● **Quels sont vos projets pour les mois à venir ?**

J'ai des projets plein la besace et dans divers domaines. Je vais les éditer incessamment aux éditions ART PLUMES. Il s'agit d'un recueil de poésie en anglais intitulé « Chain of thoughts » traduit du kabyle par Ghalia Bedrani, professeur à l'université de Tizi Ouzou, d'un recueil de devinettes en français traduit du kabyle par mon beau-père Hacène ZENIN, d'un recueil de trois contes en kabyle recueillis auprès de ma défunte mère, d'un CD en kabyle consacré à l'environnement, composé de 9 poèmes dont la musique et les arrangements sont de notre grand artiste Mohamed Bougaci et bien d'autres œuvres que je ne peux pas citer toutes ici.

● **Votre dernier mot...**

Merci infiniment pour cet entretien et longue vie à notre journal L'EXPRESS. Un salut poétique et livresque pour mes fans et lecteurs et un remerciement spécial pour mon beau-père Hacène ZENINE qui a traduit mon dernier livre de devinettes en langue française.

B.B.

ACCIDENTS
DE LA CIRCULATION :
HAUSSE DE 45% SUR
LES CINQ PREMIERS
MOIS DE 2023

Le chef du bureau de communication au Centre d'information et de coordination routière de la Gendarmerie nationale (GN), le Commandant Samir Bouchehit, a fait état, mercredi à Alger, d'une hausse de 45% des accidents de la circulation lors des cinq (5) premiers mois de 2023 par rapport à la même période de l'année écoulée. S'exprimant lors d'une conférence abritée par le Forum du journal "Echaab" sur les "accidents de la circulation, la sécurité routière, et les auto-écoles", le commandant Bouchehit a précisé que le nombre des accidents de la route a grimpé de 45%, les services et unités de la GN ayant enregistré "3 591 accidents ayant fait 1 116 morts et 5 326 blessés" à travers le territoire de compétence. Le facteur humain est à l'origine de 93 % de ces accidents, en sus d'autres facteurs liés à "l'état des routes et des véhicules", a-t-il ajouté.

Détaillant les propositions du Commandement de la GN pour réduire l'ampleur de ce phénomène, le même responsable a cité l'activation du permis à points, l'aménagement d'espaces de détente au profit des conducteurs, tout particulièrement dans les régions sud du pays, ainsi que la multiplication de campagnes de sensibilisation avec la participation des secteurs concernés.

En prévision de la saison estivale, période marquée par une forte hausse des accidents, les services de la Gendarmerie nationale ont mis en place un dispositif spécial prévoyant le déploiement d'unités (terrestres et aériennes) pour couvrir le réseau routier et les plages, et assurer la sécurité des estivants. Pour sa part, la présidente de l'Association des moniteurs professionnels d'auto-écoles, Nabila Ferhat, a présenté un exposé sur les missions des moniteurs, les modalités d'exercice de ce métier, et les conditions à remplir pour obtenir le permis de conduire.

R.N.

TEXTES DE LOI RELATIFS À LA PROFESSION D’HUISSIER DE JUSTICE
ET À LA PRÉSERVATION DES TERRES DE L’ÉTAT

L’APN planche sur une série d’amendements

L'APN reprendra ses travaux les 25 et 26 juin à travers deux séances qui seront consacrées à la présentation et au débat du projet de loi relatif au Code des procédures pénales et du projet de loi modifiant et complétant la loi 66-156 portant Code pénal...



Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali, a présidé jeudi dernier une réunion du Bureau de l'APN pour examiner les amendements proposés aux deux textes relatifs à la profession d'huissier de justice et à la préservation des terres de l'Etat, outre l'élaboration de l'agenda des séances plénières pour la prochaine période, a indiqué un communiqué de la chambre basse. Le bureau a entamé sa réunion par « l'examen des amendements proposés à la loi modifiant et complétant la loi 06-03 portant organisation de la profession d'huissier de justice et au projet de loi relatif à la préservation des terres de l'Etat. Les amendements répondant

aux conditions juridiques ont été soumis par la suite à la commission des Affaires juridiques et administratives et des libertés pour examen avec les délégués de leurs auteurs ». Le Bureau a également examiné deux propositions de loi, la première modifiant et complétant la loi 22-02 du 25 avril 2022 et fixant l'organisation, la composition, le fonctionnement et les missions de l'Académie algérienne des sciences et des technologies, tandis que la deuxième concerne une loi organique modifiant et complétant la loi organique 18-15 du 2 septembre 2018 relative aux lois de finances, précise le communiqué. Le Bureau a également examiné les questions orales et écrites déposées à son

niveau, pour soumettre celles répondant aux conditions juridiques au Gouvernement. A la fin de la réunion, le bureau a arrêté l'agenda des travaux pour la prochaine période. Il a décidé de tenir deux plénières, les 18 et 19 juin 2023, pour la présentation et l'examen du projet de loi relatif aux forêts et aux ressources forestières qui sera soumis au vote lors d'une séance plénière, prévue samedi 24 juin 2023, précise la même source. L'APN reprendra ses travaux les 25 et 26 juin à travers deux séances qui seront consacrées à la présentation et au débat du projet de loi relatif au Code des procédures pénales et du projet de loi modifiant et complétant la loi 66-156

portant Code pénal. Les deux textes seront soumis au vote samedi 8 juillet 2023. D'après le même agenda, l'APN tiendra les 2 et 3 juillet 2023 deux plénières. La première concernera la présentation et le débat d'un projet de loi définissant les conditions et les modalités d'attribution du foncier économique relevant des domaines privés de l'Etat, destiné à la réalisation des projets d'investissement, tandis que la deuxième sera consacrée à la présentation et au débat d'un projet de loi fixant les règles générales relatives aux marchés publics. Le vote sur ces deux textes aura lieu le lundi 10 juillet 2023, lors d'une séance plénière.

Y.B.

L’ambassadeur de Chine à Alger chez le ministre de la Santé

Le ministre de la Santé, M. Abdelhak Saihi, a reçu l'ambassadeur de la République populaire de Chine en Algérie, M. Li Jian, avec lequel il a évoqué les relations entre les deux pays, le renforcement de la coopération bilatérale et le partenariat stratégique global. La rencontre tenue jeudi, s'est axée sur les relations algéro-chinoises et la volonté ancrée des deux pays de « renforcer la coopération bilatérale et le partenariat stratégique global », a précisé un communiqué du ministère, ajoutant que le ministre de la Santé a salué, à cette occasion, la coopération « fructueuse et privilégiée » ainsi que « la profondeur des relations entre l'Algérie et la Chine, peuples et gouvernements, émaillées dans leur dimension historique par de nombreuses stations reflétant les liens d'amitié à travers notamment l'échange de missions scientifiques et médicales entre les deux pays ». L'ambas-

sadeur de la République populaire de Chine a salué, pour sa part, le niveau de coopération atteint par les deux pays, mettant en avant « la volonté de la Chine de la renforcer davantage pour atteindre des niveaux plus hauts », ajoute la même source. La rencontre était l'occasion

d'évaluer la coopération entre les deux pays dans les différents domaines, et de discuter des moyens de renforcer le partenariat bilatéral, notamment en matière de formation et d'échange d'expériences. Pour célébrer la coopération étroite entre les deux pays, « une céré-

monie sera organisée en l'honneur des membres de la 27^e Mission médicale chinoise, qui quittera prochainement l'Algérie, avant d'accueillir la 28^e Mission, dans le cadre du protocole de coopération dans le domaine de la santé, qui sera signé entre les deux parties », indique le

communiqué, ajoutant que « cette cérémonie est un signe de reconnaissance et de considération pour les médecins chinois eu égard à leur apport aux côtés de leurs collègues algériens dans la prise en charge du citoyen algérien ».

R.N.

Boumerdès : coup d'envoi de la campagne nationale de nettoyage des plages

La ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Fazia Dahleb, a donné, depuis Boumerdès, le coup d'envoi de la campagne nationale de nettoyage des plages et des espaces forestiers situés le long du littoral algérien. En marge de sa visite de travail et d'inspection à Boumerdès, la ministre a donné le coup d'envoi de la campagne nationale de nettoyage des plages et des espaces forestiers situés le long du littoral algérien, en vue de contribuer à la réussite de la saison estivale. Dans une déclaration à la presse en marge de cette visite, Mme Dahleb a souligné l'engagement de son département ministériel à accompagner les différents participants pour la réussite de cette campagne

nationale pour ne citer que les associations écologiques, la société civile et les Scouts musulmans algériens ainsi que l'ensemble des citoyens. L'Algérie "fait partie des rares pays à avoir constitutionnalisé le droit du citoyen à vivre dans un environnement propre et sain", a-t-elle dit. La ministre a indiqué avoir chargé l'Observatoire national de l'environnement et du développement durable (ONEDD) de procéder au contrôle de la qualité d'eau des plages à travers 14 wilayas côtières. Les plages dont les analyses des eaux confirment la non-conformité aux normes environnementales seront "fermées immédiatement" aux estivants afin de préserver la santé publique, a fait savoir la ministre qui a annoncé l'affecta-

tion d'une enveloppe financière pour la réalisation et l'étude du plan d'aménagement du littoral dans la wilaya de Boumerdès. Par ailleurs, la ministre a souligné les efforts consentis par le ministère de tutelle en matière de généralisation de l'utilisation des énergies renouvelables, à travers 82 infrastructures relevant de son secteur, ajoutant que l'opération a été finalisée, jusqu'à ce jour, dans les wilayas de l'intérieur. Lors de sa visite, Mme Dahleb a présidé l'approvisionnement de la Maison de l'environnement de wilaya en cette énergie propre, relevant à ce propos l'importance de recourir à ces énergies afin de préserver les ressources naturelles pour les générations futures.

Y.B.

Une guerre et bien plus

L'offensive russe en Ukraine soulève de multiples interrogations sur les intentions de Moscou, les possibles ripostes occidentales et l'éventualité d'un rééquilibrage des forces mondiales. Face à un conflit d'une ampleur plus géopolitique que militaire, le monde est dans l'expectative.

« La Russie n'a jamais perdu la Guerre froide ... parce que la Guerre froide n'est pas finie ». C'est en 2018 que le président russe, Vladimir Poutine, lâchait cette sentence. Et il savait de quoi il parlait. Quatre ans après, l'Ukraine cristallise plus que jamais le bras de fer entre la Russie et l'Occident. Après plusieurs semaines de tensions, de menaces accompagnées de tentatives de dialogue, Moscou passe à l'acte. Jeudi 24 février, trois jours à peine après avoir reconnu l'indépendance des deux républiques indépendantistes du Donbass, Donetsk et Lougansk, Moscou lance une offensive contre l'Ukraine. Quoique prévue, la guerre prend de court le monde. Réunions d'urgence un peu partout. Directs sur toutes les chaînes de télévision. Images en boucle sur les sites Internet. La guerre est bel et bien là, au coeur de l'Europe. Branle-bas. Onde de choc. Scènes de panique. Scènes de guerre. Condamnations. Réactions en chaîne. Sanctions. Les unes concernent directement Poutine et son entourage. Les autres frappent durement l'économie, comme l'exclusion de plusieurs banques russes de la plateforme Swift ou l'interdiction de toute transaction européenne avec la Banque Centrale de Russie. D'autres arriveront encore, promettent les Occidentaux. L'espace aérien européen est fermé aux avions russes. Ankara limite l'accès des bâtiments de guerre russes à la mer Noire via le détroit des Dardanelles et celui du Bosphore. Même le football s'en mêle : la FIFA et l'UEFA suspendent la Russie de leurs compétitions. La Russie se retrouve bannie. Moscou s'attendait sans doute à de telles répercussions. Vladimir Poutine



n'est certainement pas dupe. Quels sont donc ses calculs ? Est-il à ce point sûr de la victoire pour courir autant de risques ? « Il est au moins certain de la supériorité militaire de son pays par rapport à l'Ukraine », répond Dr Ahmed Sayed Ahmed, expert des relations internationales au Centre des Etudes Politiques et Stratégiques (CEPS) d'Al-Ahram. « Malgré les risques encourus, et dont il était parfaitement conscient, Poutine a choisi l'option de la guerre, car, selon lui, défendre la sécurité de son pays est LA priorité, surtout après que l'Ukraine a reçu des armes de la part des pays occidentaux. Pour lui, garder la main sur son voisinage est essentiel pour avoir une profondeur stratégique. Il estime donc nécessaire de neutraliser l'Ukraine. Pas question de dépasser ce qu'il considère comme une ligne rouge : plus d'extension de l'Otan vers l'Est », explique Sayed Ahmed.

GUERRE ÉCLAIR, GUERRE TOUT COURT OU GUERRE NUCLÉAIRE ?

Les sanctions sont-elles donc inefficaces ? Ça a tout l'air, en tout cas, vu le cours des événements. « Même si elles lui portent préjudice, elles ne dissuaderont pas Moscou », estime Sayed Ahmed. D'ailleurs, ajoute-t-il, « l'ar-

me des sanctions n'a jamais permis un changement des politiques, on l'a vu avec l'Iran, la Corée du Nord et la Chine. Les sanctions affectent les populations, pas les régimes. En même temps, elles seront aussi nuisibles à ceux qui les ont prises, vu l'interférence des économies mondiales. Et les pays occidentaux vont subir leurs effets ».

Si c'est sur la durée que les sanctions économiques fonctionnent mieux, la Russie compte-t-elle sur une guerre éclair qu'elle gagnera vite pour après poser ses conditions ? Si c'est le cas, la partie n'est pas gagnée d'avance, malgré la nette supériorité militaire des Russes par rapport aux Ukrainiens. « Les batailles des villes sont compliquées, cela ouvre la voie à la guérilla, cela provoque des destructions massives, des morts civiles, c'est sans doute pour ces raisons que les forces russes n'envahissent pas la capitale », explique Sayed Ahmed. Cité par les médias, l'expert militaire Khaled Ochaka, directeur du Centre égyptien de la pensée et des études stratégiques (ECSS), estime de son côté que « pour le moment, Moscou n'a pas gagné la partie et la guerre éclair que les Russes voulaient n'est pas de mise ». L'armée russe n'est pas en mesure de « trancher la bataille » si vite, pense-t-il.

UN NOUVEL ORDRE MONDIAL ?

Les positions semblent pour l'heure inconciliables et les deux parties prévoient un deuxième round dans les jours à venir. Mais les discussions vont sans doute se prolonger dans la durée et seront inévitablement tributaires de la situation sur le terrain, mais aussi de l'aptitude de chacune des parties de présenter des concessions. Plus qu'un conflit, la guerre en Ukraine représente donc un point de bascule de l'Histoire, sans doute le plus important depuis la chute du mur de Berlin et le démantèlement du bloc de l'Est. Il ne s'agit pas d'une simple attaque d'un pays contre un autre, mais d'un chamboule-tout géopolitique planétaire. Une tentative d'établir un nouvel ordre mondial. Ou d'un nouveau désordre.

Par Abir Taleb, Al Ahram Hebdo

La bataille titanesque de la Chine contre l'avancée du désert

C'est David contre Goliath. La Chine mène une lutte acharnée contre l'avancée du désert dans le nord du pays. Sous l'effet des changements climatiques, les tempêtes de sable sont de plus en plus fréquentes et le désert menace d'engloutir des zones habitées. C'est un chantier pharaonique que les Chinois ont lancé pour mener cette bataille contre ce qu'ils appellent "les dragons jaunes", ces dunes de sable qui se déplacent sous l'effet des tempêtes et engloutissent chaque année 3 000 km2 de terres agricoles et zones habitées. Dans la province autonome du Ningxia, lorsqu'on descend du bus au milieu du désert de Tengri, on ne voit presque plus le sable : c'est la couleur noire qui domine. On se retrouve au milieu d'un gigantesque parc solaire, avec des panneaux solaires vraiment à perte de vue. Il y en a des dizaines de milliers. Cela sert évidemment à produire de l'électricité, mais surtout à freiner l'avancée du sable, explique Tang Ximing, l'un des responsables de cette impressionnante forêt solaire : "Nous gérons ici le désert en bordure de la ville. Si le sable avance, cela met en danger notre population, nos maisons et nos terres à cultiver. Alors, nous installons donc ces panneaux solaires, qui mesurent entre 1,5 m et 2 mètres de haut. Lorsque le vent souffle en provenance du nord-ouest, le panneau solaire bloque d'abord le vent, qui est ainsi affaibli et qui vient mourir en dessous des panneaux. De cette manière, on arrive à contrôler les mouvements de sable, mais aussi à produire de l'énergie solaire, ce qui nous procure un revenu." Plus loin, des ouvriers chinois travaillent au milieu du désert. Ils sont en train d'enfouir des brindilles de paille dans le sable. C'est une méthode que les Chinois ont inventée pour stabiliser le sable et éviter les mouvements de dunes sous l'effet du vent. C'est vraiment un travail de fourmi, sur des centaines de milliers de km2 de

désert, ces ouvriers installent la paille dans de petits carrés d'un mètre sur un mètre. L'objectif ici est de protéger la ville de Zhongwei avec son million d'habitants, que l'on aperçoit au loin et qui est directement menacée par les tempêtes de sable. De plus en plus, parce qu'avec les changements climatiques qui provoquent des phénomènes météo extrêmes, les tempêtes sont plus violentes et plus régulières.

FAIRE RECULER LE DÉSERT

La province du Ningxia est présentée comme un modèle dans la lutte contre la désertification. Un ingénieur nous explique que dans les années 60, le désert était arrivé aux portes de Zhongwei, à seulement six km de la ville. Les efforts menés pendant plusieurs années ont permis de faire reculer le sable sur 26 km. Sans ce travail, nous assure l'ingénieur, Zhongwei aurait tout simplement été rayée de la carte. Pour empêcher la progression du désert, la Chine poursuit aussi son vaste programme de plantation d'arbres. Là, le travail est mené aux portes de désert. C'est la fameuse "grande muraille verte" qui a déjà permis la plantation de 66 milliards d'arbres depuis les années 80. Les habitants continuent de planter aujourd'hui : dans un tout petit village situé à une cinquantaine de km du désert de Gobi, deux habitants nous expliquent que "tout le monde doit planter des arbustes, c'est obligatoire, ils sont indispensables. Non seulement le Ningxia en plante, mais aussi à côté la province de Mongolie-intérieure. Cette année, il y a eu beaucoup de mauvais temps avec du sable, mais je ne m'inquiète pas parce que les arbustes que nous avons plantés, qui sont à hauteur d'homme, sont capable de retenir le sable, pour l'empêcher d'avancer.

Par France Info.fr

Publicité

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE BORDJ BOU ANERIDJ

DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS

N° D'IDENTITE FISCALE : 0002340150060

AVIS D'ATTRIBUTION

PROVISOIRE

Conformément aux dispositions des articles 65 du décret présidentiel N°15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics , et des délégation de service public .

La direction des équipements publics, informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres ouvert avec exigences de capacités minimales N°08/2023 Portant : Aménagement des établissements scolaire du cycle secondaire - programme 2020

qu'à l'issue de l'évaluation des offres, les lots sont attribués provisoirement selon tableau ci joint :

N°	Lot	Soumissionnaire Ratifié provisoirement	N° Identité Fiscale	Délai	Note Technique	Montant Soumission (TTC)	Cls
01	Lot 05	Belfar Labcene	198934010179812	150 jours	56.00	5.464.123,00 DA	MOINS DISANT
02	Lot 06	Ben Mammor Abdellah	175341800324127	05 mois	45.33	632.187,50 DA	DEUXIEME

Conformément aux dispositions des articles 82 du décret présidentiel N°15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégation de service public, tous soumissionnaire qui contente le choix opéré par le service contractant dans le cadre de cet avis d'appel d'offres ouvert avec exigences de capacités minimales, peut introduire un recours, dans un délai de dix (10) jours à compter de la première publication du présent avis d'attribution provisoire, si le dixième jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, le délai de recours est prorogé au jour ouvrable suivant.

Les soumissionnaires non retenues et qui sont intéressés à prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation des offres techniques et financières sont invités à se rapprocher de la direction des équipements publics de la wilaya de Bordj Bou Aneridj (Service des Marchés publics) au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la publication de l'avis d'attribution provisoire du marché

L'EXPRESS DU 18/06/2023

ANEP : N° 2316015061

Mots Croisés

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

HORIZONTALEMENT

1- Ecorse extérieure d'un citron - Son coup dans l'eau signifie un effort inutile et perdu. 2- Confident - N'est pas majeur. 3- Epais et pesant - Préfixe. 4- Douze mois - Qui est sur son séant. 5- Pronom personnel - Sommet. 6- Lisière - Son complément est le sucre. 7- Arriver - Habitudes. 8- Pronom personnel - Plante à fleur jaune. 9- Utiliserai - Après bis (inversé). 10- Deviendra - Brille.

VERTICALEMENT

1- Ancienne ville africaine - Qualificatif de l'angle dépassant cent grades. 2- Se dégager - Tente. 3- Situé - Sert à soulever. 4- Qualifie l'eau de mer - Symbole chimique du radium. 5- Produite en dehors - Ne reconnu pas. 6- Arbres toujours verts - N'est pas militaire. 7- Pronom personnel invariable - Fils de Dédale l'architecte grec. 8- La tête souvent dans le ciel - Choix. 9- Possédée - Groupe de chiens dressés pour la chasse. 10- Ronge - Port du sud de la France.

4x4

Parmi ces quatre séries de quatre mots, un seul est juste, à vous de le découvrir

Canonière Canonnière Canonnière Canaunnière	Erotique Érotic Érautique Érotique
Guet-apen Guet-apans Guet-apens Get-apens	Mémorandum Mémorandaum Mémorondum Memorandum

Les mots fléchés

ART MARTIAL JAPONAIS JEUNE SPORTIF		PAYS D'AFRIQUE TRAITÉES À L'AMIABLE		ADEPTES DE LUTHER MÉTAL PRÉCIEUX		CONIFÈRES		GLOUSSÉ CRI DE DOULEUR		FIN DE LAMAS SPORT SOUTERRAIN		FIBRE SYNTHÉTIQUE
						GIBIER À PLUME APPARTEMENT EN HÔTEL						
RENDU MOINS IGNORANT ROBE D'AVOCAT									ANALYSTE SUJET À LA COLÈRE			
				PLUS FAMILIER QUE VOUS ABRI DE CAMPEUR			ÉPOQUE PARCOURRU DES YEUX				PAS BREF	
LE HÉRON L'A LONG	DOIGT DE PIED SORTI DE LA COMPÉTITION							LE TÉLÉPHONE SONNE NATIONALE				
			POISSON AUX OEUFS D'OR FORTE CARTE									
SOCIABLE GRANDE FÊTE							ENSEIGNE LUMINEUSE FERA MIJOTER UN PLAT					PAS ACQUISE
						REPAS DE BÉBÉ		TROMPÉ		SOLDAT AMÉRICAIN TRAITAIT DE HAUT		
POUR MOI DESTINATAIRE DE NOS IMPÔTS			COMPLETS VOITURE DE CHARGE								OBTEMPÉRÉ	
				OBSTINÉ LISIÈRES DE FORÊTS					RÉPONSE NÉGATIVE EN AVANT !			
GÉNÉRAL ROMAIN		CENTRE DE SOINS FAMILIER PARTICULIER						AVALE SANS MÂCHER REMÂCHER				
					UN PEU RONDELETTE CALE							
MORDANTE	INFORMÉ NAVIRE MARCHAND								POSSÈDE AVAIT LE COURAGE DE			EX-EMPEREURS SLAVES
						TROUBLE ASTUCE					PARADIS	
SERVICES GAGNANTS CUIT DANS UN CORPS GRAS					MÉLANCOLIQUES C'EST CELA							
				FIT LE FIER TE TROUVES						OUI RUSSE PREMIÈRE NOTE		
PÂTISSERIE PLAQUES DE MÉTAL							CANARD SAUVAGE					
						BOÎTES D'EMBALLAGE						

BIFFE-TOUT

EN 7 LETTRES :
Poète et mathématicien persan

ABDOMEN	DRAMATIQUE	MINEUR
AMPÈRE	ENZYME	PALMERAIE
ANANAS	EXCLURE	PANTOUFLARDE
ANATOMIE	FACIÈS	PATINOIRE
ANGLES	FAVELA	PRÉSIDENT
BALCONNET	FENNEC	PROCHE
BARÈME	FIBROME	RADIN
BLASPHEME	FLAMAND	REBOND
BOXEUR	FUMOIR	RÉPÉTITIF
CELA	GÉOGRAPHIE	REQUIN
CHINE	GLAIVE	SWAHILI
CONSENSUS	GORDIEN	TABLE
CORTICALE	INJECTÉ	TANGER
COSMIQUE	INSOMNIAQUE	TARTINE
DÉDALE	JOVIALE	TRADUCTION
DELÀ	JUSTICE	VAMPIRISME
DÉSORMAIS	KARTING	VOGUE
DIALECTE	LÂCHETÉ	
DOUCE	MANQUE	

F	D	E	S	O	R	M	A	I	S	S	U	S	N	E	S	N	O	C	A
U	R	E	I	H	P	A	R	G	O	E	G	N	E	J	N	C	K	P	B
M	E	E	E	I	M	O	T	A	N	A	I	E	U	V	O	Z	R	H	D
O	U	D	P	E	H	C	O	R	P	U	M	S	M	R	I	E	Y	I	O
I	Q	I	A	E	H	B	T	Y	Q	D	T	A	T	E	S	A	N	M	M
R	I	A	T	I	T	A	L	E	F	I	E	I	N	I	R	J	L	K	E
R	T	L	N	A	B	I	R	A	C	E	C	D	D	Q	E	A	A	G	N
U	A	E	E	L	N	M	T	E	S	A	N	E	A	C	U	R	B	A	A
E	M	C	E	U	I	G	E	I	L	P	N	N	T	L	T	E	L	E	N
X	A	T	R	N	Q	R	E	E	F	T	H	E	E	I	E	E	M	G	
O	R	E	E	E	U	A	E	R	T	E	E	E	N	C	V	E	U	S	L
B	D	U	E	L	U	L	I	E	I	I	R	G	M	A	O	N	Q	I	E
D	R	S	C	M	A	G	N	N	A	L	E	I	F	E	G	I	I	R	S
N	I	X	A	I	O	N	A	R	M	T	I	D	O	Y	U	T	M	I	A
A	E	T	V	N	O	R	E	Z	E	O	N	H	N	N	E	R	S	P	S
M	M	O	R	C	A	M	B	H	G	O	S	I	A	C	I	A	O	M	E
A	J	P	L	O	L	N	C	I	B	I	D	N	U	W	L	T	C	A	I
L	L	A	E	A	M	A	A	E	F	A	Z	O	I	E	S	M	A	V	C
F	B	E	P	R	L	A	R	T	R	A	D	U	C	T	I	O	N	P	A
G	O	R	D	I	E	N	E	D	R	A	L	F	U	O	T	N	A	P	F

SOLUTIONS DES JEUX PRECEDENTS

MOTS FLECHES

HORIZONTALLEMENT
INESPERE - RATA - EXALTATION - L - RAP - AUMONIER - NIAISE - DESIR - ETEND - NOUS - CI - IS - OBESE - CAP - AS - PILES - SONO - SCORE - USINES - VER - IDE - EMEUT - MEME - RALRA - SE - SEVE - DEREGLE - NATTE - ECRASA - ETIRANT - TES - B - SECTES - ECUS - ADO - H - RASSISE - INVAINCU - FAN - RASA - NE - ROSIT

VERTICALEMENT
ANEANTISSEMENT - DIA - EXPIES - CREVAISSONS - ASA - AN - PO - METRE - VA - PLAIDOIRIE - TACHA - VETUS - BLED - DENT - IN - RAMENEE - ERE - TERNE - VETO - OSSU - ARE - SAC - INDUE - SELECT - SUR - PROIES - SIMAGREES - O - ANES - CONE - LASCIFS - ET - RICANEUSES - USAI - AL - RIPOSTE - ABSENT.

MOTS CROISES

HORIZONTALLEMENT
1- GABES - OBUS 2- ARA - ONDULE 3- MORGUE - TEL 4- AN - OPERA - L 5- DRUE - ANTE 6- PEUT - OTEE 7- R - METRE - RI 8- UNE - ENRICO 9- NEUTRE - SEM 10- ERTE - SOTTE.

VERTICALEMENT
1- GAMA - PRUNE 2- ARONDE - NET 3- BAR - RUMEUR 4- E - GOUTE - TE 5- SOUPE - TER 6- NEE - ORNES 7- OD - RATER - O 8- BUTANE - IST 9- ULE - TERCET 10- SELLE - IOME.

4x4

Cotonnier - Cynégétique
Licenciemment - Plénipotentiaire

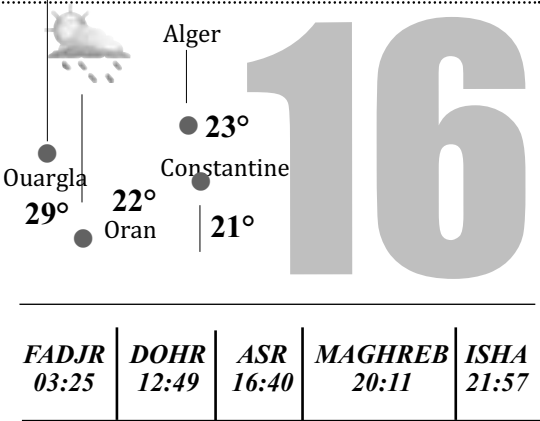
BIFFE-TOUT : HAMSTER

TEMPÉRATURES CANICULAIRES AUJOURD'HUI
DANS PLUSIEURS WILAYAS DU CENTRE

Des températures caniculaires, pouvant atteindre 44 degrés Celsius, affecteront dimanche plusieurs wilayas du centre du pays, indique un bulletin météorologique spécial (BMS) émis hier par l'Office

national de la météorologie. Les wilayas concernées par la canicule sont Tipasa, Alger, Boumerdès et Béjaïa, où les températures oscilleront entre 38 et 40 degrés Celsius, précise le BMS, de niveau de

vigilance Orange. Sont également concernées les wilayas de Chlef, Ain Defla, Blida et Tizi-Ouzou, où les températures varieront entre 42 et 44 degrés Celsius, ajoute la même source.



L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION//DIMANCHE 18 JUIN 2023 // N°581 //PRIX 20 DA

FORUM DIPLOMATIQUE DE SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE SAHRAOUI

Examiner les moyens de mobiliser
un soutien transcontinental

La directrice générale du Département Afrique au ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Selma Malika Haddadi, a soutenu que le processus de décolonisation en Afrique ne s'achèvera qu'avec la décolonisation au Sahara occidental. Elle a ajouté que l'objectif du Forum était d'examiner les moyens de mobiliser un soutien transcontinental en faveur de la cause sahraouie...

Les travaux du Forum diplomatique de solidarité avec le peuple sahraoui ont débuté, hier, à Alger, en présence du ministre sahraoui des Affaires étrangères, Mohamed Sidati. Le Forum diplomatique de solidarité avec le peuple sahraoui, qui coïncide avec la commémoration du 53^e anniversaire du Soulèvement de Zemla (17 juin 1970), enregistre la participation d'ambassadeurs et de représentants d'ambassades de pays africains, comme l'Afrique du Sud, qui a coordonné l'organisation de l'événement, l'Ouganda, le Kenya, le Nigeria, la Mauritanie, l'Éthiopie, l'Angola, le Zimbabwe, la Tanzanie, le Mozambique, le Ghana et le Mali, et de pays d'Amérique latine, comme le Venezuela, Cuba, le Pérou et la Colombie, aux côtés de repré-



sentants des ministères des Affaires étrangères algérien et sahraoui et du Comité national algérien de solidarité avec le peuple sahraoui (CNASPS). Dans son allocution à l'ouverture du Forum, le chargé d'affaires à l'ambassade d'Afrique du Sud en Algérie, Sello Patrick Rankhumise, a souligné la nécessité de permettre au peuple sahraoui d'exercer son droit à l'autodétermination et à l'indépendance, préconisant d'intensifier le soutien à ses efforts de lutte pour atteindre cet objectif. Dans ce cadre, la directrice générale du Département Afrique au ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Selma Malika Haddadi, a soutenu que le processus de décolonisation en Afrique ne s'achèvera qu'avec la décolonisation au Sahara occidental. Elle a ajouté que l'objectif du Forum était

d'examiner les moyens de mobiliser un soutien transcontinental en faveur de la cause sahraouie, affirmant que l'Algérie, en sa qualité de pays hôte et membre du Forum, ne ménagera aucun effort pour la mise en œuvre des recommandations de cette session. «Durant son mandat de membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, l'Algérie poursuivra ses efforts dans la défense des causes justes, dont la cause sahraouie, et pour l'application des résolutions des Nations unies et de l'Union africaine (UA), conformément aux chartes des deux organisations», a-t-elle soutenu. Les participants poursuivront leurs travaux à huis clos pour notamment passer en revue le plan d'action 2023-2024, avant une séance plénière pour l'annonce des recommandations du Forum. Cette session du Forum diplomatique de solidari-

té avec le peuple sahraoui revêt une grande importance car elle permet d'évaluer l'action du Forum en matière de soutien à la cause sahraouie, mais aussi de tracer ses prochains plans et programmes de solidarité en vue de défendre le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance. De surcroît, cette rencontre diplomatique intervient dans une conjoncture marquée par un large appui à la cause sahraouie dans les fora internationaux. A noter que le Bureau de coordination du Forum diplomatique de solidarité avec le peuple sahraoui avait récemment tenu sa deuxième réunion au siège de l'ambassade de la République arabe sahraouie démocratique à Alger pour parachever les préparatifs de cette session. Le Bureau de coordination est composé de l'ambassadeur sahraoui en Algérie, Abdelkader Taleb Omar, du président du CNASPS, Said Ayachi, des ambassadeurs vénézuélien et Kenyan en Algérie et du chargé d'affaires à l'ambassade d'Afrique du Sud en Algérie. Pour rappel, l'initiative du Forum diplomatique de solidarité avec le peuple sahraoui a été lancée par nombre d'ambassadeurs accrédités en Algérie, avec l'accompagnement du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger.

Y.B.

MALI

BAMAKO DEMANDE
LE « RETRAIT SANS
DÉLAI » DE LA MINUSMA

Le ministre malien des Affaires étrangères, Abdoulaye Diop, a demandé vendredi, devant le Conseil de sécurité de l'ONU, le « retrait sans délai » de la mission des Nations unies dans son pays (Minusma), dont il a dénoncé « l'échec » pour répondre au défi sécuritaire. « Le réalisme impose le constat de l'échec de la Minusma dont le mandat ne répond pas au défi sécuritaire », a déclaré M. Diop devant les membres du Conseil de sécurité qui doivent se prononcer le 29 juin sur un renouvellement du mandat de la mission de maintien de la paix qui expire le 30 du même mois. «La Minusma semble devenir partie du problème en alimentant les tensions communautaires exacerbées par des allégations d'une extrême gravité et qui sont fortement préjudiciables à la paix, à la réconciliation et à la cohésion nationale du Mali », a-t-il estimé. Et d'ajouter dans ce sens : « Cette situation engendre un sentiment de méfiance des populations à l'égard de la Minusma et une crise de confiance entre les autorités maliennes et la Minusma ».

Y.B.

CHANEGRIHA EN VISITE DE TRAVAIL ET D'INSPECTION EN 1^{RE} RÉGION MILITAIRE

« Le processus de construction de l'Etat national
a atteint aujourd'hui des phases avancées »

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP), a entamé, vendredi, une visite de travail et d'inspection en 1^{re} Région militaire à Blida, dans le cadre du suivi de l'exécution des programmes de préparation au combat pour l'année d'instruction 2022/2023, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Dans le prolongement de ses visites d'inspection aux différentes Régions militaires, et dans le cadre du suivi de l'exécution des programmes de préparation au combat pour l'année d'instruction 2022/2023, le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'ANP, a entamé, ce vendredi 16 juin 2023, une visite de



travail et d'inspection en 1^{re} Région militaire à Blida", précise la même source. Après la cérémonie d'accueil, "donnée par le Général-Major Ali Sidane, commandant de la 1^{re} Région militaire, le Général d'Armée

a observé un moment de recueillement à la mémoire du Chahid et héros +M'hammed Bougara+, Commandant de la Wilaya IV historique, dont le siège du commandement porte son nom, et déposé une gerbe

de fleurs devant sa stèle commémorative, avant de réciter la Fatiha du Saint Coran à sa mémoire et à celle de nos valeureux martyrs". Ensuite, lors de sa rencontre avec les cadres et les personnels de la 1^{re} Région militaire, le Général d'Armée a prononcé une allocution d'orientation, diffusée par visioconférence à travers l'ensemble des unités de la Région, dans laquelle il a souligné que "le processus de construction de l'Etat national, avec ses différentes institutions, a atteint des phases avancées, grâce aux efforts consentis par les valeureux enfants du pays", note le communiqué. "Le processus de construction de l'Etat national, avec ses différentes institutions, a atteint aujourd'hui des

phases avancées, grâce aux efforts sincères consentis par les enfants de cette chère partie, à leur tête Monsieur le Président de la République, Chef suprême des Forces armées, Abdelmadjid Tebboune, qui poursuit avec une grande détermination, l'ambitieux processus de réforme globale, engagé ces dernières années. Basé essentiellement sur l'exploitation intelligente de toutes nos potentialités, ce processus vise à construire la société algérienne moderne et à investir dans tous les créneaux, à même de renforcer la puissance et l'immunité du pays", a affirmé le Général d'Armée.

R.N.